

RÉTROSPECTIVE

Tout ce qu'il faut retenir de l'année 2021

P. 5 à 12



FOCUS

Les millions de l'État pleuvent sur le département

P. 30-31

La CCI Béarn actrice de la relance 4 pages spéciales

Pyrénées Eco 2021

SUPPLÉMENT GRATUIT AUX ÉDITIONS DU 7 DÉCEMBRE 2021 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT



DOSSIER - 9 PAGES • De nombreuses entreprises cherchent à embaucher. Pas toujours simple.

Béarn : tension sur le marché de L'EMPLOI

La République
DES PYRÉNÉES

SUD
OUEST

L'ÉCLAIR
PYRÉNÉES

LA BANQUE
TRÈS
POPULAIRE

POUR LA 12^E ANNÉE CONSÉCUTIVE
BANQUE POPULAIRE EST DÉSIGNÉE **1^{RE} BANQUE DES PME.**
NOUS REMERCIONS TOUS NOS CLIENTS PME POUR LEUR CONFIANCE.



Étude Kantar PME-PMI 2021 - Banques Populaires : 1^{re} banque des PME.

EDITORIAL

Emploi, la nouvelle donne

10 000 emplois : c'est, en moyenne, tous types de contrats confondus, le nombre d'offres proposées chaque jour en Pyrénées-Atlantiques sur le site internet de Pôle emploi. Quel autre indicateur permet de mieux saisir la vigueur de la reprise que connaît aujourd'hui l'économie départementale ? Un dynamisme que n'explique pas seulement un phénomène de rattrapage mais aussi l'envie de chefs d'entreprise, contraints par 18 mois de pandémie de développer leurs activités, de gagner de nouveaux marchés, de moderniser leurs installations... Avec le fonds de solidarité, l'aide à l'activité partielle mais aussi l'accompagnement au développement industriel, l'État a de son côté joué le jeu, comme le montrent les enveloppes consacrées au plan de relance dans le département (plus de 320 millions d'euros).

Conséquence: quasiment tout le monde recrute en ce moment.

Dans presque toutes les filières : le BTP, l'hôtellerie-restauration, la métallurgie, les services à la personne, le numérique... Et face à la difficulté de trouver de la main d'œuvre, et devant l'échec des méthodes classiques,

**LES ENTREPRISES
DOIVENT APPRENDRE
À SÉDUIRE
LES CANDIDATS**

certaines entreprises doivent aller chercher le candidat, séduire, convaincre, et comme nous le dit le directeur territorial de Pôle emploi, être «bankables». C'est à dire proposer des conditions de travail (salaires, horaires, perspectives) susceptibles de séduire, être attractives. A elles aussi de ne plus forcément rechercher le mouton à cinq pattes, trilingue et expérimenté, mais des salariés qui se singularisent par leur enthousiasme, leur énergie, leur esprit d'équipe, «leur savoir-être» comme on dit de plus en plus souvent.

Pour cette nouvelle édition de Pyrénées Eco, le supplément publié chaque fin d'année par les quotidiens béarnais du groupe Sud Ouest («La République des Pyrénées», «L'Eclair» et «Sud Ouest Béarn et Soule»), il était donc normal pour nous de nous intéresser au marché local de l'emploi. David Vialat, le patron de Pôle emploi en Pyrénées-Atlantiques, qui peut savourer le fait que le taux de chômage n'a pas été aussi faible dans le 64 depuis 13 ans, nous en livre quelques clés.

Mais nous avons aussi voulu interroger les représentants des grandes filières économiques : les bâtiments et travaux publics, l'hôtellerie-restauration, la métallurgie ou encore les services à la personne. Ceci afin de mieux cerner quels sont leurs besoins et leurs stratégies pour y parvenir. Nous avons également rencontré les responsables de la CCI, de la Chambre de métiers, du Medef. Tous disent leur confiance en l'avenir et entrevoient un horizon économique dégagé. En espérant bien sûr, que la nouvelle vague de Covid ne douche pas cet optimisme.



ÉRIC NORMAND

Pyrénées Eco

Supplément aux éditions datées du 7 décembre 2021 de «La République des Pyrénées», «Sud Ouest» (édition Béarn et Soule) et «L'Eclair Pyrénées».

- Réalisé par P.P.S.A.

- Coordination: Eric Normand

- Rédaction: Emmanuelle Gabillat, Romain Bély, Gabriel Blaise, Nicolas Rebière, Thibault Seurin, Eric Normand.

- Imprimerie: P.P.S.A., ZI Berlanne, 64160 Morlaàs.



DOSSIER PAGES 14 À 23

Tension sur le marché de l'emploi

• **Rencontre** Directeur territorial de Pôle emploi, David Vialat décrypte les tendances du marché. Le taux de chômage n'a pas été aussi bas depuis 2008. **P. 14-15**

• **Avec la reprise, le BTP doit recruter** La filière doit recruter plus de 2 000 personnes. Elle met en place des événements pour y arriver. **P. 16-17**

• **L'apprentissage en plein développement** Grâce à la politique de l'État, l'apprentissage est en plein boom dans le département. **P. 18**

• **100 postes à pourvoir à l'ADMR** La filière du service à la personne est un gros gisement d'emplois. Les ADMR recherchent ainsi une centaine de personnes. **P. 20**

• **Les diplômés du numérique en quête de sens** S'ils n'ont aucune difficulté à trouver un emploi dès leur sortie d'école, les diplômés du numérique sont exigeants dans leurs choix. **P. 22**

• **Les méthodes de recrutement de l'UMIH** Comme la filière BTP, celle de l'hôtellerie-restauration a également des centaines d'emplois à proposer. **P. 23**

LES FOCUS

De l'industrie au numérique, en passant par les transports ou les services, retrouvez les grands événements économiques de l'année qui s'achève.

Pages 5 à 12



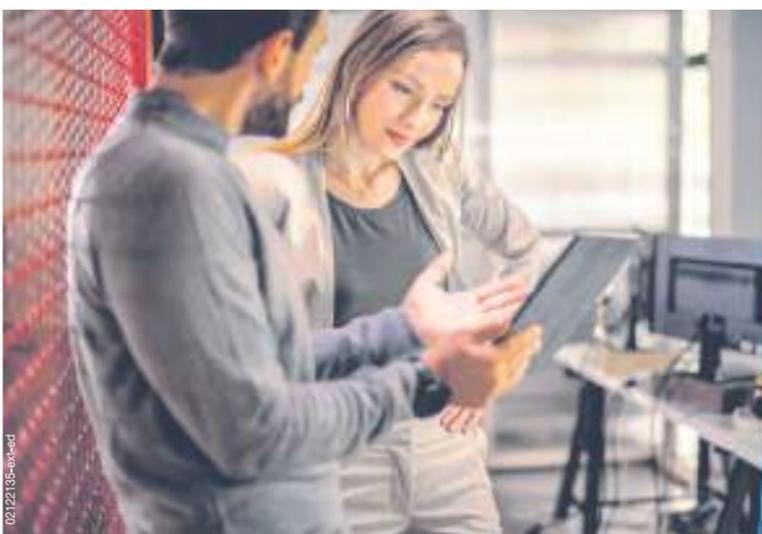
Le dossier de la LGV, très contesté, a été relancé à l'automne par le gouvernement et les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie. © ARCHIVES ASCENCION TORRENT

BASSIN DE LACQ

Le site industriel poursuit sa transformation vers les énergies vertes avec l'arrivée de nouveaux investisseurs et de nombreux projets dans les tuyaux. **Pages 32 à 33**



L'année a notamment été marquée par la première pierre de l'usine Alpha Chitin qui doit permettre à terme la création de 150 emplois. © ASCENCION TORRENT



LE NUMÉRIQUE
c'est pas **COMPLIQUÉ**
mais ça se passe mieux,
quand on est bien accompagné

CCI PAU BÉARN

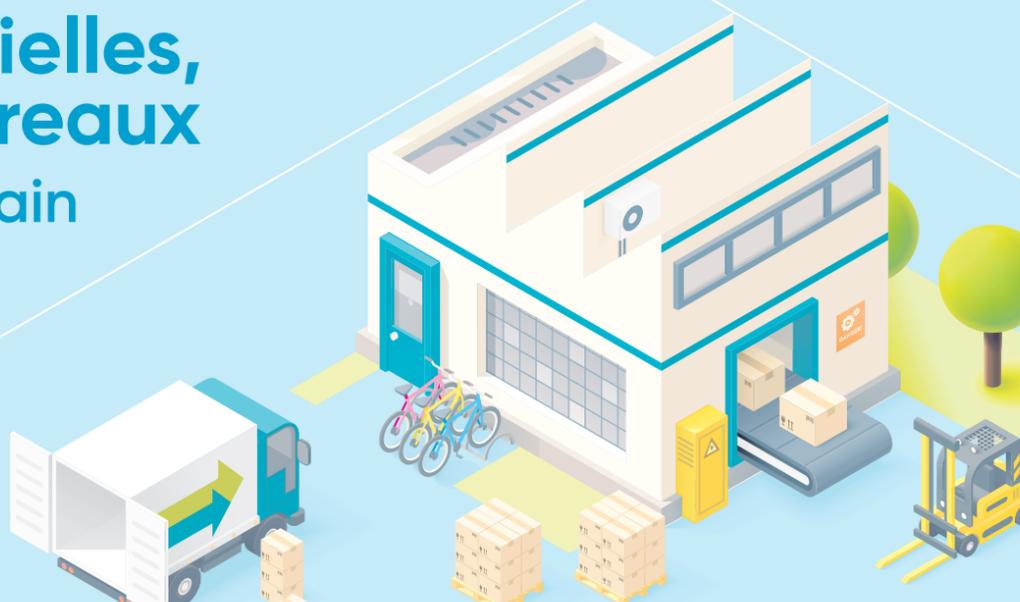
ACCÉLÉRATEUR DE VOTRE ENTREPRISE

05 59 82 51 11

Parc d'activités économiques Garlin Pyrénées - A65

LABEL SITE INDUSTRIEL CLÉS EN MAIN

Activités industrielles,
logistiques & bureaux
25 ha clés en main



TERRAINS IMMÉDIATEMENT CONSTRUCTIBLES
jusqu'à 50 000 m²
au cœur du Grand Sud-Ouest

Services

-  Accompagnement individuel des porteurs de projets
-  Aide à la mobilisation des financements
-  Très Haut Débit
-  Hôtel d'entreprises

Infrastructures

-  Accès A65 (sortie n°8 à 1 min)
-  Aéroport international de Pau (à 20 min)
-  Gare TGV de Pau (à 40 min)
-  Parcs photovoltaïques (10 mégawatts)



Pôle Développement Économique

05 59 33 72 34 • 06 27 95 77 71 / antoinehielle@cclb64.fr www.cclb64.fr

Total change de nom, devient TotalEnergies et poursuit ses efforts dans les renouvelables

Au mois de mai, le groupe Total, premier employeur privé du Béarn avec ses installations de Pau, a changé de nom pour devenir TotalEnergies. Un nouveau patronyme qui confirme l'engagement du groupe dans les énergies renouvelables. L'objectif de TotalEnergies est désormais d'arriver à la neutralité carbone à l'horizon 2050. S'agissant des produits énergétiques utilisés par ses clients (comme l'essence brûlée dans les voitures), TotalEnergie s'engage aussi à ce que les émissions aient fortement reculé dans le monde d'ici 2030. La part du pétrole doit, à cette échéance, passer à 35%, contre 55% aujourd'hui, dans la part des ventes du groupe. Dans le même temps, l'électricité va monter à 15% (5% aujourd'hui) et le gaz à 50% (40%).

EN CHIFFRES ■

4 C'est le nombre de zones d'activités labellisées « clés en main », identifiées pour accélérer les implantations, que compte désormais le Béarn. Les zones Lonstechnord (à Lons) et Aéropolis (à Bordes-Assat) rejoignent Lacq et Garlin.

Safran Helicopter Engines développe l'usage des biocarburants pour ses moteurs

C'est une première qualifiée de mondiale qu'a connu en juillet le site de Bordes de Safran Helicopter Engines. L'entreprise a fait fonctionner un moteur Arrano avec 38 % de carburant aérien durable (SAF) lors d'un essai au banc de son usine de fabrication de moteurs d'hélicoptères. Il s'agit d'une première étape dans l'utilisation de SAF sur les bancs d'essais de Safran Helicopter Engines. D'ici la fin de l'année, le motoriste envisage d'utiliser au moins 10 % de SAF sur l'ensemble de ses sites en France. Et en septembre, l'hélicoptériste a fait tourner sur banc d'essai un moteur Makila 2 alimenté uniquement en carburant durable, en l'occurrence des huiles de cuisson usagées. L'ensemble des moteurs produits par Safran est d'ores et déjà certifié pour fonctionner avec un mélange composé pour moitié de kérosène et pour moitié de SAF. L'incorporation de 100 % de ces carburants, à l'horizon 2023, permettra ensuite de diminuer notablement les émissions grâce à un bilan carbone réduit sur l'ensemble du cycle de vie de chaque moteur. Safran ambitionne clairement de maintenir sa position de leader sur le sujet de la décarbonation, avec pour dessein de réduire de moitié, d'ici à 2025, les émissions de CO2 sur ses sites, dont celui de Bordes. © JEAN-PHILIPPE GIONNET



Novasep va investir à Mourenx

Le groupe pharmaceutique Novasep a annoncé avant l'été un investissement de 6 millions d'euros sur son site de Mourenx. Un investissement qui sera réalisé sur trois ans et doit permettre, selon Novasep, « de moderniser un atelier de production de principes actifs pharmaceutiques, et de renforcer sa compétitivité sur ses marchés, dans le monde entier. » La modernisation de cet atelier comprend l'installation de nouveaux équipements et le réaménagement de salles blanches pour l'isolement de principes actifs pharmaceutiques. Sept nouveaux emplois à temps plein seront créés. © JEAN-PHILIPPE GIONNET



Aéronautique : le sous-traitant béarnais Ventana va fusionner avec Nexteam

Installé notamment à Narcastet, où il a son siège social, et Arudy, disposant de 11 implantations et employant 900 collaborateurs, le groupe béarnais Ventana a annoncé en octobre un rapprochement avec le groupe lot-et-garonnais Nexteam (11 implantations également et 1500 collaborateurs). Présents comme complémentaires, les deux groupes veulent « créer un acteur industriel de référence au service des secteurs aéronautique, spatial et défense ». Ils souhaitent également « créer un leader technologique et industriel, indépendant et responsable ». Le nouvel ensemble a l'ambition de revenir rapidement à un chiffre d'affaires consolidé d'avant crise, soit plus de 315 millions d'euros.

La CCLO, territoire de la TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

**Solaire, biogaz, vapeur, hydrogène, bioéthanol...
le territoire de Lacq-Orthez favorise l'implantation de nouvelles énergies !**

Engagée dans la transition énergétique, la **Communauté de Communes de Lacq-Orthez** soutient l'installation de nouvelles entreprises sur son territoire.

- Un **pôle de référence** en matière de chimie verte et de bioénergies
- Des terrains à **prix attractifs** sur des emplacements stratégiques et adaptés aux besoins des entreprises
- Une **politique immobilière volontariste** : zones d'activités, bourse aux locaux, réseau des pépinières, hôtels d'entreprises
- Un **accompagnement à l'installation** des entreprises : accueil, hébergement, suivi...

A Pau, l'Élan Béarnais veut aménager les abords du Palais des sports

80 millions, c'est ce que comptent investir les nouveaux actionnaires de l'Élan Béarnais. Le club de basket a été repris par le fonds américain Counterpoint Sports Group (CSG). Leur objectif est d'aménager, en plusieurs phases, « un parc technologique climatique », sur les terrains de sports situés aux abords du Palais des sports de Pau. La première phase, pour près de 35 millions d'euros, comprend un hôtel haut de gamme - sans doute 4 étoiles -, un amphithéâtre, des équipements sportifs, des bureaux, restaurants, boutique et centre d'accueil de l'Élan... La deuxième phase, pour 25,3 M€, sera dédiée à des commerces sportifs et musicaux. Et la troisième, le long du Cami-Salié, à des logements pour les pros.

EN CHIFFRES ■

125 C'est le nombre d'années d'existence de l'imprimerie Moulia, entreprise historique d'Orthez, qui a fermé ses portes cette fin d'année, victime de la hausse des coûts de production et la concurrence des réseaux sociaux.

Thermalisme : le grand projet salisien dévoilé

C'est mi-septembre que le groupe France Thermes et son PDG Sylvain Sérafini a dévoilé ses ambitions pour son grand projet à Salies-de-Béarn. Le second opérateur thermal français va investir 26 millions d'euros à Salies-de-Béarn afin d'y créer son premier resort dans le Sud-Ouest. Il vient de récupérer, via la conclusion d'un bail emphytéotique auprès de la municipalité, la gestion des thermes de la cité du sel, et a dans le même temps deux sites (le village vacances Vacancier ainsi que l'Hôtel de France et d'Angleterre) pour de l'hébergement touristique. L'objectif est d'investir et de moderniser l'établissement afin de passer de 4 000 à 6 000 touristes à l'horizon 2028.

L'ancien village vacances, à quelques pas des thermes, doit lui offrir, dès le printemps 2023, une résidence de tourisme de 22 appartements et un hôtel trois étoiles de 60 chambres et suites. Enfin, en mai 2024, l'hôtel de France et d'Angleterre, victime d'un incendie en 1998 et qui depuis se délabre, aura été restauré et abritera une résidence de tourisme de charme quatre étoiles dotée de 56 appartements, dont six de luxe dans la villa voisine Rosita. A terme, en plus des 49 emplois conservés au sein des Thermes, ce sont 65 nouveaux postes qui seront créés. Début des travaux fin 2022.



© FRANCE THERMES

Une indication géographique pour le linge basque

Le linge basque bénéficie désormais de son indication géographique (IG), à l'instar d'une dizaine d'autres produits comme la porcelaine de Limoges, le granit de Bretagne ou la charentaise de Charente-Périgord. Officiellement homologuée en novembre 2020, l'indication a été attribuée au début de l'été au Parlement de Navarre. Pour l'instant, trois entreprises locales peuvent bénéficier de cette IG : Tissage Moutet (Orthez), Lartigue (Bidos) et Lartigue 1910 (Ascain). Ne pourront désormais revendiquer l'appellation « linge basque » que les produits tissés dans le 64.



ASCENSION TORRENT

Le bailleur Domofrance installe un centre de relation client à Pau

Le bailleur social Domofrance, qui a intégré Habitelem, a inauguré en octobre un centre de relation client au sein de sa délégation départementale située aux allées Catherine-de-Bourbon à Pau. Cet équipement aura pour mission de répondre aux éventuelles demandes formulées par les 110 000 locataires du bailleur social, répartis sur les 40 000 logements gérés en région Nouvelle-Aquitaine, territoire d'intervention de Domofrance.

La mise en service de « Domo Cont@ct » est à l'origine de la création de 15 nouveaux emplois. Ces conseillers devront traiter 30 000 appels et 1 000 mails par mois. L'objectif de ce dispositif est d'améliorer le pourcentage de réponses délivrées.

LE BASSIN DE LACQ

UNE NOUVELLE DYNAMIQUE !

LA CHIMIE AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE



72021940-ext-PV

mea2com crédit photo BALLOIDE



Les atouts d'une grande école Les valeurs de l'université

A l'IAE Pau-Bayonne, vous bénéficiez :

- De formations sélectives ajustées aux besoins actuels
- De l'alternance et de la formation continue
- D'un suivi personnalisé
- De nombreux partenariats académiques et institutionnels en France et à l'international
- D'un cadre de vie exceptionnel

Management et Gestion

Masters | Doctorats | DU | DIU

Préparation au diplôme **d'Expertise Comptable**

Un passeport pour l'emploi !

93,2% des étudiants ont un emploi un an après l'obtention d'un master IAE (Enquête IAE France)



iae.univ-pau.fr
#ExpérienceIAE64



Une aide de l'Etat pour permettre la création de nouvelles lignes de BHNS dans l'agglomération de Pau

Trois ans après la mise en service de Fébus, de nouvelles lignes de bus à haut niveau de service (BHNS), c'est à dire où les bus empruntent des voies dédiées, pourraient faire leur apparition prochainement au sein de l'agglomération paoise. Le projet Chronobus, présenté par le syndicat mixte Pau Mobilités, est en effet un de ceux qui recevra des fonds à la suite d'un appel à projets gouvernemental. Le versement d'une enveloppe de 11,37 millions d'euros est prévu. Reste à savoir quels seront les tracés retenus qui permettront de requalifier les entrées de ville.



© JEAN-PHILIPPE GIONNET

Quatre axes sont sur la table : la route de Bordeaux, du rond-point du parc des expos aux derniers aménagements réalisés au rond-point de l'hippodrome ; la route de Bayonne, depuis Quartier Libre jusqu'au centre-ville ; le boulevard Tourasse, des ronds-points de la Commune à celui d'Auchan ; et côté Est, du centre-ville aux avenues du Général Leclerc et Nobel jusqu'au rond-point de Total. Sur ces quatre axes particulièrement fréquentés, pas question de bâtir des voies 100 % dédiées au transport en commun. Mais bien de faire rouler des bus à hydrogène, pas des Fébus, seulement des 12 mètres, si un autre appel à projets est obtenu, de l'Ademe cette fois, pour la construction d'un deuxième électrolyseur.

Le retour du projet contesté de LGV

Alors qu'on les croyait renvoyés aux calendes grecques les projets ferroviaires de lignes à grande vitesse (LGV) au sud de Bordeaux ont été sortis des cartons cet automne, poussés notamment par le premier ministre Jean Castex, originaire d'Occitanie, mais aussi les élus toulousains, dont la présidente de région Carole Delga. Rappelons qu'il s'agit d'aménager deux nouvelles voies, qui auraient un tronçon commun sur une centaine de kilomètres, l'une en direction de Toulouse, l'autre, qui nous intéresse plus directement en Pyrénées-Atlantiques, en direction de Dax.

Un chantier évalué à plus de 13 milliards d'euros et pour lequel les collectivités sont mises à contribution à hauteur de 40%, aux côtés de l'Etat (40%) et de l'Union européenne (20%). Et c'est là que cela coince. Dans le 64, l'enveloppe demandée au conseil départemental atteint les 300 millions d'euros, alors que ce sont 150 millions qui sont demandés à la communauté d'agglomération du Pays basque et 75 millions d'euros à l'agglomération de Pau. Des sommes qui font tiquer dans les collectivités (dans le 64 mais aussi en Gironde ou en Lot-et-Garonne), même si ces dernières, a contrario des mouvements écologistes qui y sont franchement hostiles, ne se disent pas opposées au projet, Mais pas question de verser autant. Les négociations se poursuivent.



© ASCENCION TORRENT

Le grand chantier de rénovation du pont de Lacq

Fermé à la circulation aux poids lourds en raison des traces de vétusté mises en évidence lors de la tempête Fabien de décembre 2019, le pont de Lacq, livré en 1937, va se refaire une jeunesse. Les travaux ont débuté l'été dernier et doivent durer un an avant une réouverture à la circulation. Un chantier de 4,7 millions d'euros assumé par le conseil départemental. Le pont, qui dessert notamment les zones chimiques Induslacq et Chem'pôle, voit passer plus de 6 000 véhicules par jour, dont 12% de poids lourds.



© ASCENCION TORRENT

Le train de nuit la Palombe bleue va de nouveau circuler à partir du 12 décembre

Supprimé quand la LGV Tours-Bordeaux a été mise en service, au grand dam de ses usagers, le train de nuit la Palombe bleue, entre Paris-Austerlitz et le Sud-Ouest, va faire son retour cette fin d'année. Le gouvernement a en effet décidé de relancer ce mode de transport. Après Paris-Nice au printemps, c'est la liaison Paris-Lourdes qui sera de nouveau proposée aux voyageurs à partir du 12 décembre.

Un trajet assuré quotidiennement par Tarbes et Toulouse mais qui, dans un premier temps, ne servira pas les Pyrénées-Atlantiques puisque les prolongements vers les gares de Pau, Orthez et Bayonne ne sont, à ce jour, envisagés que durant l'été.

ÉCONOMIE

Dispositif

Entreprendre,

la Région à vos côtés

Un réseau de professionnels de proximité à votre écoute pour vous informer, conseiller, orienter et accompagner dans la réussite de votre projet d'entreprise.

Des aides spécifiques à la création, au primo-développement, à la reprise ...



Plus d'infos sur :

dispositif-entreprendre.fr


Innovons aujourd'hui, explorons demain

KEDGE
EXECUTIVE EDUCATION

formation.kedge.edu

FORMATION CONTINUE

Dispositifs en présentiel, distanciel
ou blended learning, adaptés à votre
activité professionnelle

- Programmes diplômants
 - Global Executive MBA
 - Masters et Mastères Spécialisés®
 - Titres RNCP éligibles au CPF
 - Préparations aux DCG - DSCG - DEC
- Programmes courts et certifiants
- Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)
- Dispositifs sur mesure intra entreprises

Contact : formationcontinue@kedgebs.com

**RÉVÉLEZ
VOTRE POTENTIEL,
RÉINVENTEZ
VOTRE FUTUR**



Un campus dédié aux métiers de la chimie verte sur le bassin de Lacq

Les élus de Lacq-Orthez ont validé, en juin, le financement d'une mission d'assistance afin de faire émerger un campus des métiers de la chimie verte et de l'énergie décarbonée. Un cursus d'enseignement supérieur est espéré pour septembre 2022. En coopération avec Chemparc, l'UPPA et le rectorat, l'objectif est de rapprocher l'offre locale de formations des besoins du secteur de la chimie verte et de l'énergie décarbonée. Et ainsi mieux répondre aux besoins des entreprises locales de plus en plus engagées dans la transition écologique.

Il s'agit de répondre à la demande des entreprises du bassin de Lacq. © MARC ZIRNHELD



L'université de Pau fête son demi-siècle

En septembre dernier, on a fait la fête sur les différents campus de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA). L'établissement d'enseignement supérieur soufflait en effet officiellement ses 50 bougies. Un anniversaire retardé en réalité d'une année puisque l'UPPA a pris son indépendance du giron bordelais en 1970. Pour fêter l'événement, un ouvrage, qui raconte ses 50 années, a été publié et met en lumière la vie et l'évolution d'une université très ancrée sur son territoire, qui a tissé des liens forts avec le tissu économique local, que ce soit dans les secteurs de l'énergie ou de l'aéronautique.

Désormais présidée par Laurent Bordes, l'université de Pau et des Pays de l'Adour compte en cette rentrée 14 000 étudiants.

Elle bénéficie du label i-site, décerné pour quatre ans en 2017 pour son projet E2S (solutions pour l'énergie et l'environnement). Un label qu'elle va essayer de conserver lors d'une audition en début d'année prochaine. L'UPPA, qui est entrée au sein du célèbre classement international de Shanghai, développe également de nouveaux équipements dans ses domaines de prédilection (énergies, matériaux...) avec notamment les chantiers de l'IPRA et de l'IPREM2.



© NICOLAS SABATHIER

L'école de cuisine de Thierry Marx ouvrira à Pau l'an prochain

C'est en 2022 que Cuisine Mode d'emploi(s), l'école de formation aux métiers de la restauration du chef étoilé Thierry Marx, ouvrira à Pau. L'école sera logée au sein du pôle Laherrère dans le quartier Saragosse. Trois filières seront proposées dans ce centre de formation : « cuisine », « boulangerie-viennoiserie » et « service relation clientèle en restaurant, option sommellerie ». La formation durera 11 semaines. Les stagiaires suivront une formation totalement gratuite, garantie professionnalisante, reconnue par la branche professionnelle et par l'État.



© JEAN-PHILIPPE GONNET

EN CHIFFRES ■

30 C'est le nombre de bougies soufflées cette année par l'ENSGTI, l'école nationale supérieure en génie des technologies industrielles, qui dépend de l'université de Pau. Depuis sa création, l'établissement, qui forme des ingénieurs, compte 27 promotions et 1 315 diplômés. L'ENSGTI conduit actuellement de gros travaux de rénovation de ses locaux.

#IndustrielsEngagés

UIMM

Adour Atlantique

LA FABRIQUE
DE L'AVENIR

AU SERVICE DE LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES



JURIDIQUE SOCIAL

Sécurisation des relations individuelles et collectives de travail

Dialogue social

Qualité de vie au travail

RSE

Santé, sécurité



EMPLOI RECRUTEMENT

Emprunt/prêt de main d'œuvre

Reclassement

Bourse à l'emploi

Transférabilité des compétences

Certification



FORMATION COMPÉTENCES

Apprentissage

AFEST

Formation continue (dirigeants, salariés, demandeurs d'emploi, particuliers)

Inclusion / Insertion



DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL ÉCONOMIQUE

Accompagnements aux projets

Mobilisation dispositifs et subventions

Ingénierie financière

Synergies territoriales

Industrie du futur



PERFORMANCE GLOBALE INTER INDUSTRIELLE

Diagnostic 360°

Stratégie d'entreprise

Accompagnement du dirigeant

Stratégie et enjeux RSE

Optimisation de production

R&D / Innovation

Défendre et promouvoir les intérêts des industriels du territoire

POUR ADHÉRER, NOUS CONTACTER

4 rue des Frères d'Orbigny, 64000 Pau
adour.atlantique@metaladour.org

05 59 84 41 41
www.metaladour.org

Une unité de spiruline à Burosse-Mendousse

À Burosse-Mendousse, dans le Vic-Bilh, deux associés ont monté Fleur de vie, unité de production de microalgues destinées à la nutrition, conçue en valorisant la chaleur résiduelle du forage pétrolier voisin du groupe Vermilion. Objectif de Fleur de vie : atteindre une production de 50 tonnes par an, ce qui correspond à la production nationale aujourd'hui. Une cadence qui devrait permettre à Fleur de vie de devenir non seulement le leader français mais aussi l'un des champions européens.

La nouvelle usine de spiruline de Burosse-Mendousse.

© ASCENCION TORRENT



EN CHIFFRES ■

5 MILLIONS C'est la coquette somme qui va être consacrée, pendant trois ans, à la promotion et la communication des produits du Sud-Ouest, en France et en Belgique: le jambon de Bayonne, les vins et fromages du Sud-Ouest. Une opération d'envergure pour développer le goût du consommateur vers ces produits haut de gamme. Et la commission européenne a décidé de soutenir cet effort commun en subventionnant l'opération à hauteur de 70 %. Les trois filières se partagent, à parts égales, les 30 % restants.

Euralis perd Christian Pèes, Christophe Congues président

Emblématique président d'Euralis durant plus de 20 ans, Christian Pèes est décédé en novembre à l'âge de 64 ans. De vibrants hommages, venus du département et de toute la France, lui ont été rendus, l'agriculteur d'Athos-Aspis ayant laissé une trace durable, de par ses engagements, dans l'agriculture française et européenne. Christian Pèes avait laissé, dès février, la tête de la coopérative béarnaise à Christophe Congues.

Agriculteur à Moumour, près d'Oloron, où il produit du tabac, du maïs et des kiwis, ce dernier, 48 ans, était auparavant président de la commission territoriale Sud-Aquitaine et président délégué du pôle agricole. Désormais président de la coopérative (5 000 salariés, 1,3 milliard d'euros de chiffre d'affaires), il a tracé ses priorités cette année. A savoir: améliorer la qualité des produits et travailler à l'innovation technologique. Euralis fait également le pari d'abandonner la vente de pesticides, d'engager une transformation complète de son pôle agricole et de se diversifier dans les énergies renouvelables (solaire, biogaz, biocarburants...).



Christophe Congues, nouveau président d'Euralis. © N.S



Christian Pèes a présidé la coopérative durant plus de deux décennies. © N.S

La production de kiwis sera également encouragée chez les adhérents de la coopérative et le concept de Table des producteurs, que l'on trouve dans les magasins Point Vert et qui séduit les consommateurs, sera développé... « Nous voulons augmenter la part de production à haute valeur ajoutée dans les exploitations de notre territoire. Il y a une urgence à faire cela, sinon le métier d'agriculteur perdra toute son attractivité. Il faut faire évoluer l'agriculture, en la rendant plus durable, plus rentable et en diversifiant les activités des exploitations pour les rendre plus résilientes », indiquait Christophe Congues au printemps. Euralis a également annoncé avoir entamé avec la coopérative Maïsador un rapprochement de leurs pôles canards à foie gras, mais aussi sauriserie (saumons et truites) et boutiques de ventes directes. Concrètement, les deux coopératives envisagent de placer leurs filiales sous une structure commune, dont les deux coopératives seraient actionnaires à parts égales et, ensemble, majoritaires.



VOTRE PROJET CROÎT EN LUYS...

CHEFS D'ENTREPRISES, LA CCLB S'ENGAGE
POUR FAVORISER VOTRE DÉVELOPPEMENT

AMÉNAGEMENT • IMMOBILIER • ACCOMPAGNEMENT • SERVICES

Pôle Développement Économique

05 59 33 72 34 • 06 27 95 77 71
antoinehielle@cclb64.fr
www.cclb64.fr



Trippez, une plateforme pour louer son matériel de sport entre voisins

Elle s'appelle Trippez et est installée au sein de la technopole paloise Hélio-parc. Cette start-up a vocation à mettre en relation ceux qui souhaitent, le temps de quelques heures ou d'un week-end, avoir à disposition du matériel sportif ou de loisir, et ceux qui sont propriétaires de ce même matériel chez eux. «Le temps d'usage de son matériel de sport loisir est souvent d'une à trois semaines. Il reste donc 49 semaines sans être utilisé ! » pointent les deux fondateurs du site, Benoît Tauty et Alexandre Plougonven, qui se félicitait en octobre du démarrage très encourageant de Trippez.

Alexandre Plougonven, l'un des deux fondateurs de Trippez. © MARC ZIRNHELD



Mapotempo rejoint la galaxie Mulliez

C'est un nouveau bond en avant pour la start-up paloise Mapotempo (un million de chiffre d'affaires) qui, depuis quelques années déjà, performe et se fait remarquer (en bien) dans le milieu professionnel. Fondée et dirigée par le Palois Mehdi Jabrane, la société spécialisée dans l'optimisation des tournées de livraison, et qui compte une vingtaine de collaborateurs entre Bordeaux et Pau, vient d'être rachetée par Woop qui, elle, est spécialisée dans l'optimisation de la livraison du dernier kilomètre. L'annonce a été faite mi-novembre. Woop est une des filiales de l'Association Familiale Mulliez (AFM) qui, à travers différentes participations, chapeaute près de 50 enseignes (Auchan, Alinea, Saint Maclou, Jules, Kiabi, Pizza Paï, Electro Depot...). Mapotempo propose à ses clients (Mondial Relay, Metro, Sodexo, UPSA...) de planifier et de gérer, en temps réel, l'organisation de leurs tournées, depuis leur planification jusqu'à leur exécution. Ses solutions – logiciel web, application mobile et API interfaçable aux logiciels métiers – permettent d'éviter les tournées déséquilibrées et surchargées, les difficultés à gérer les absences de livreurs ou l'arrivée de nouveaux clients. Son insertion dans la galaxie Mulliez va lui permettre d'élargir considérablement son portefeuille de clients. Et sans doute de décupler son chiffre d'affaires.



Mehdi Jabrane, fondateur et patron de Mapotempo. © PP

Teréga met sur le marché une solution digitale

Le spécialiste du transport et du stockage s'éloigne un peu de son cœur de métier et, via sa branche Teréga solutions, embrasse de nouveaux horizons. Au mois de juillet, il a en effet présenté son nouveau produit baptisé io-base. Il s'agit d'une solution digitale, constituée de plusieurs outils, qui permet aux clients «de mieux piloter leurs procédés industriels.» De quoi réaliser des économies et des gains d'efficacité, grâce à un boîtier sécurisé nommé Indabox et installé au cœur du système numérique des entreprises.



EN CHIFFRES ■

41 C'est le nombre de conseillers numériques recrutés dans le cadre du déploiement de la fibre optique dans les Pyrénées-Atlantiques. Dispatchés dans les différents territoires du 64 (18 au Pays Basque, 23 en Béarn), ils ont pour mission de sensibiliser et accompagner les particuliers dans leur appropriation des outils numériques.

Une offre de services pour entreprises & porteurs de projets

EMPLOIS

Moyens techniques partagés



- Centre technique procédés de fabrication avec Metallic'Adour

COMPÉTITIVITÉ

Formation



- Salariés, dirigeants et étudiants
- Existant et en cours de développement (offre CESI) et nouveau avec des partenaires APESA...), CFAI, CESI

PÉRÉNITÉ

Tiers-lieu industriel



- Espaces mutualisés : salles de réunion, espace de co-working, amphithéâtre (250 places),
- Espace d'accueil et de promotion, lieux conviviaux d'échanges
- Espace Pépinière (bureaux)

ATTRACTIVITÉ

Services



- Accompagnement de proximité : R&D, veille techno., CIR, ACV, entrepreneuriat
- Marketing et réseau (promotion, prospection, lien avec le territoire...)
- Animation technique & scientifique en lien avec l'industrie (lien avec les centres techniques, veille techno.)

Sites Clés en main

- Disponibilité : immédiate
- Permis de construire : moins de 3 mois
- Autorisations environnementales : plus de 10 mois
- Etudes déjà réalisées : Dossier loi sur l'eau, dossier dérogations espèces protégées, archéologie préventive



7193280-ANC

- Commercialisation terrains 32 à 40€ /m² de 1000 m² à 5 ha
- Zone AFR : Exonérations fiscales
- Subvention à l'investissement (entreprises de production)
- Location bureaux de 10 à 200 m² - Tarifs 15€/m²

- Salles de réunion
- Auditorium
- Centre de formation
- Restaurant d'entreprises
- Crèche
- Transport à la demande (SAFIR)

Environnement (berge du gave et Pyrénées) Entre Tarbes et Lourdes et Pau



12 allées Saint-Exupéry
64510 ASSAT - 05 59 61 11 82

L'OFFICE64 : pour un habitat social et responsable



Depuis 70 ans, l'OFFICE64 de l'Habitat s'engage, auprès des hommes et des territoires, à améliorer le quotidien à travers des projets d'habitat accessibles et adaptés. Toutes ces actions s'inscrivent dans sa raison d'être : être socialement utile et responsable.

Zoom sur les 3 piliers fondateurs de la politique de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) du premier bailleur social du Département des Pyrénées-Atlantiques !

Dès aujourd'hui, **construire ensemble demain**. Voilà le défi que s'est lancé l'OFFICE64 de l'Habitat compte tenu des enjeux sociaux et environnementaux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

CONTRIBUER À UNE ÉCONOMIE DURABLE

Très actif sur le territoire, le bailleur social **œuvre étroitement aux côtés des collectivités territoriales, des décideurs locaux et des associations**. En toute transparence, il a d'ailleurs renforcé sa **politique d'achats responsables** en signant plus de 260 marchés avec des **prestataires et entreprises locales**, qui s'engagent à recruter, sur un certain volant d'heures, des personnes en difficulté telles que des demandeurs d'emploi, des bénéficiaires du RSA... C'est ainsi **plusieurs centaines d'emplois préservés** en 2020 et **8 700 heures dédiées à l'insertion professionnelle** durable sur 6 chantiers de construction ou de réhabilitation ainsi que dans le cadre de l'entretien et de la maintenance des espaces verts.



PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT

Dans le cadre de sa **convention « chantier propre »**, l'OFFICE64 ne s'engage pas seulement à répondre au Grenelle de l'environnement sur les **matériaux et les solutions thermiques** qu'il apporte. Le bailleur

social va plus loin dans sa démarche en **valorisant les espaces et les centres-bourgs, notamment en milieu rural**. Ainsi, il construit et réhabilite des logements là où il y a une demande, **évitant l'étalement urbain et pérennisant les services de proximité** pour soutenir l'activité économique locale.

D'autre part, le bailleur social mène des **campagnes de sensibilisation régulières** aux enjeux environnementaux et à une meilleure gestion des déchets auprès de ses locataires.

Plus d'infos sur www.office64.fr



MIEUX VIVRE ENSEMBLE ET RENFORCER LE LIEN SOCIAL

L'OFFICE64 innove dans la conception de ses logements et des services proposés aux locataires pour répondre à son principal objectif : **plus d'utilité sociale**.

Ainsi, pour **pallier le manque de structures médico-sociales** adaptées par exemple, le bailleur social a fait de **l'habitat inclusif** son fil conducteur pour les années à venir. Résidences sociales seniors ou intergénérationnelles, accompagnement des personnes en situation de handicap ou victimes de violences familiales...

Grâce à ses équipes de proximité, l'OFFICE64 renforce l'accompagnement de ses locataires au travers d'un **suivi personnalisé** en partenariat avec les instances locales. L'objectif est de **favoriser le maintien des populations les plus fragiles dans leur logement**.

Agir responsablement aujourd'hui et pour demain est un enjeu majeur que l'OFFICE64 intègre au travers de son action pour **accompagner les territoires et leurs habitants**.

Un logement social construit crée **2,5 emplois**

Goûter intergénérationnel partagé entre les résidents et salariés de l'OFFICE64 lors de la Semaine Bleue - Laroie



EN CHIFFRES
EN 2020

+ de 260
marchés locaux signés

8 700
heures dédiées
à l'insertion professionnelle

+ de 10 M€
consacrés aux travaux
d'entretien et d'amélioration
de notre parc immobilier

991
logements attribués

200
logements seniors en projet

20
projets engagés
en faveur de l'habitat inclusif



EN CHIFFRES ■

28 000 C'EST LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DE LA CATÉGORIE A QUE RECENSAIT PÔLE EMPLOI EN PYRÉNÉES-ATLANTIQUES À LA FIN DU 3ÈME TRIMESTRE. C'EST MOINS 13,2% SUR UN AN ET LE MEILLEUR NIVEAU DEPUIS 2008.

EN CHIFFRES ■

53 410 C'EST LE NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI DES CATÉGORIES A, B ET C EN PYRÉNÉES-ATLANTIQUES À LA FIN DU TROISIÈME TRIMESTRE 2021. UN NIVEAU EN BAISSÉ DE 5,2% SUR UN AN.

emplois, si l'on tient compte des emplois directs comme indirects. © MARC ZIRNHELD

C'est parfois compliqué car on a devant nous des gens qui, lorsqu'ils connaissent une longue période d'inactivité, ont aussi une grosse perte de confiance. Nous essayons d'avancer avec eux et nous allons les accompagner avec des professionnels pour qu'ils changent le regard qu'ils ont sur eux-mêmes. Il faut aussi travailler sur le problème de la mobilité car certains n'ont pas de moyens de locomotion.

Quelles sont vos priorités pour 2022?

Nous avons plusieurs chantiers à mener. Nous allons bien évidemment préparer sérieusement la saison d'été, avec les besoins de main d'œuvre important, notamment au pays basque, dans l'hôtellerie-restauration.

Mais nous devons aussi continuer à travailler de manière chirurgicale, dans les territoires, afin de répondre aux besoins. Mettre également en place des dispositifs et des parcours afin de lutter contre le chômage de longue durée.

Nous allons aussi nous mobiliser pour préparer la mise en place du contrat d'engagement, destiné aux jeunes et récemment annoncé par le président de la République.

L'URSSAF constate aussi une forte reprise des créations d'emploi

Les effectifs salariés ont notamment augmenté de 2% sur un trimestre en Pyrénées-Atlantiques.

Dans sa note conjoncturelle parue en octobre, l'URSSAF de Nouvelle-Aquitaine constate elle aussi une reprise économique forte dans notre région: «L'annonce en avril du calendrier de sortie des mesures de restrictions pour la fin du second trimestre 2021 a favorisé la croissance des effectifs salariés du secteur privé.»

En Nouvelle-Aquitaine, ces effectifs ont ainsi progressé de 1,8% au second trimestre 2021 et de 4,8% sur l'année, dépassant ainsi de 1,9% le niveau d'avant-crise.

BTP, commerce, restauration

Les premiers secteurs d'activité à profiter de la reprise sont la construction, le commerce et l'hôtellerie-restauration. Toujours selon l'URSSAF, certains secteurs restent encore fragilisés par la crise et n'ont pas connu de hausse des effectifs dans la région: c'est notamment le cas de l'industrie, du trans-



Le BTP est l'un des principaux secteurs bénéficiaires de la reprise économique.

© JEAN-PHILIPPE GIONNET

port ou du secteur du spectacle.

Durement touché en 2020 en raison des mesures de restrictions dans le cadre de la crise sanitaire, le commerce est le premier secteur créateur d'emplois de la région au 2ème trimestre 2021 (3 500 postes supplémentaires). Les effectifs augmentent de 1,3%, principalement boostés par le commerce de détail. Au final, sur un an, dans ce secteur, l'emploi progresse de 3,5% et dépasse de 2,4% son niveau

d'avant-crise.

Progression dans le 64

Dans les autres secteurs, l'hébergement-restauration, très fragilisée par la crise, a connu un fort rebond, créé 12 400 postes en Nouvelle-Aquitaine et, selon l'URSSAF, stimule le sud de la région. Dans la construction, la reprise a été un peu lente.

En Pyrénées-Atlantiques, l'augmentation trimestrielle des effectifs est de 2%. C'est la

EN CHIFFRES ■

4 C'EST EN % L'AUGMENTATION SUR UN AN DES EFFECTIFS SALARIÉS DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES.

zone d'emploi de Bayonne qui connaît la plus forte hausse (2,9%) devant celle d'Oloron (2,3%) puis celle de Pau (1,9).

Sur un an, cette augmentation du nombre de salariés est de 4% sur l'ensemble du territoire basco-béarnais. Selon les données de l'URSSAF, qui prend pour indicateur les DPAE (déclarations préalables à l'embauche), le nombre de recrutement en CDI a augmenté de 114% en un an, de 72% pour les CDD de plus d'un mois et de 72% aussi pour les CDD de moins d'un mois.

Aujourd'hui, sur les 180 000 salariés que l'on recense en Pyrénées-Atlantiques, 31 000 travaillent dans le commerce, 29 000 dans l'industrie, 16 000 dans la construction, 14 000 dans l'hébergement ou la restauration, 7 000 sont intérimaires alors que 81 000 personnes se partagent dans les autres services.

ÉCONOMIE

À la sortie de crise, des filières qui cherchent de nouveau à embaucher

→ Avec la sortie de la crise, l'économie est repartie fortement, dans tout le pays mais aussi dans notre département.

→ Les entreprises, qui ont été contraintes durant des mois en raison des différentes périodes de confinement, ont pu recommencer à investir et créer de nouveaux emplois.

→ Conséquence, le chômage est descendu à un niveau très bas en Pyrénées-Atlantiques puisqu'il a retrouvé un niveau équivalent à celui de 2008.

→ Mais cette situation n'est pas sans poser des problèmes à des entreprises qui

cherchent à embaucher et n'arrivent pas à trouver de candidats.

→ La situation est notamment problématique pour la filière du bâtiment et des travaux publics qui, selon la Fédération départementale, a besoin de plus de 2 200 personnes. Mais des branches comme l'hôtellerie-restauration ou l'industrie sont également en grande tension.

→ De job dating en salons, les branches professionnelles doivent donc multiplier les initiatives pour se faire connaître et recruter de nouveaux salariés.

Tension sur le marché de L'EMPLOI

Alors que le taux de chômage est en forte baisse dans notre département, le directeur territorial de Pôle emploi dresse un état des lieux de la situation. Et trace quelques pistes.

David Vialat, directeur territorial de Pôle emploi, dirige une équipe de 450 personnes réparties dans neuf agences sur le territoire des Pyrénées-Atlantiques. Engagé dans la lutte contre le chômage, il analyse une situation inédite depuis plus de 13 ans, avec une forte décade du nombre de demandeurs d'emplois.

Un an après votre arrivée, comment trouvez-vous le territoire des Pyrénées-Atlantiques ?

Je dirais que nous sommes sur un territoire très tonique, hypertonique même. Il est également très différent que ceux que j'ai pu connaître auparavant, que ce soit dans le Poitou, le Gard ou l'Hérault.

Ce territoire est aussi très varié, ce qui permet d'ouvrir le champ des possibles en matière d'emploi avec des filières bien installées, comme le BTP, l'industrie...

Le tissu partenarial est très dense. Dans mon secteur d'activité, l'emploi, j'ai des relations de confiance avec les branches professionnelles, ce qui permet de mettre en place de belles réalisations. Je prends en exemple ce que nous avons pu mettre en place avec la fédération du BTP, à l'échelle de petits bassins de

vie, afin de permettre à des entreprises de recruter les personnes qui leur manquent. Cela permet de faire du sur-mesure et aux chefs d'entreprise de pouvoir recruter non plus sur la base du seul CV mais en prenant en compte le savoir-être du candidat.

Le taux de chômage a connu une forte baisse et le niveau des demandeurs d'emploi est désormais à 28 000 (catégorie A). Comment vous et vos équipes avez-vous reçu cette baisse spectaculaire ?

Quand autant de personnes retrouvent une activité, on accueille évidemment cela avec satisfaction.

En Pyrénées-Atlantiques, le taux de chômage est aujourd'hui revenu à celui de 2008. Selon l'INSEE, il est de 6,6%, c'est-à-dire inférieur au taux régional et au taux national. Dans le détail, c'est 7,2 dans la zone d'emploi de Bayonne, 6,6 dans celle de Pau et 5,5 dans celle d'Olo-

ron. Nous avons donc fait un bout de chemin mais il y a encore du travail.

Si le taux de chômage est descendu aussi bas, c'est d'abord parce que les entreprises sont en bonne santé à la sortie de la pandémie, qu'elles recrutent et ont retrouvé de bons niveaux de production. Elles sont donc en capacité de créer des emplois. Il y a eu aussi un phénomène de rattrapage et un besoin de se développer, de gagner des parts de marché.

Les prévisions économiques, inquiétantes, qu'on nous annonçait en juillet 2020 n'ont pas été confirmées.

Quels sont les secteurs les plus en tension dans votre département ?

Aujourd'hui, nous avons chaque jour 10 000 offres dans le département sur le site de Pôle emploi. Et ce sont souvent des CDI ou des CDD de plus de six mois... Vous savez, j'ai 25 ans de Pôle emploi, et d'ANPE avant, et je n'ai jamais connu cela.

Nous avons d'abord le BTP qui, avec ses 1 300 offres chez nous, représente 13% des postes à pourvoir, puis le commerce (12%), l'industrie (10,7%), l'hôtellerie-restauration (10%), les services à la personne (10%), puis les métiers de



L'implantation d'Amazon à Berlanne doit permettre de générer 200 nouveaux

la santé, du transport et de la logistique...

Nous, ce que nous disons aux entreprises, c'est de nous confier leurs besoins. De venir nous voir. Nous saurons mettre en place des solutions pour qu'elles puissent recruter.

Mais comment répondre efficacement à la demande alors que la pénurie de main d'œuvre semble toucher tellement de secteurs ?

Nous assistons en effet à un changement. Avec des salariés qui ont plus de choix et n'hésitent pas à quitter leur emploi quand il ne leur convient pas. On le voit bien actuellement dans certains secteurs, comme

l'hôtellerie-restauration.

Je vous dirais que face à ce phénomène, les entreprises doivent apprendre à être « bankables ». Nous-mêmes invitons de plus en plus à utiliser ce que nous appelons la méthode de recrutement par simulation, qui permet de repérer les capacités des candidats et surtout de s'affranchir du CV, de l'expérience... Les retours que nous avons des chefs d'entreprise sont très satisfaisants et c'est évidemment quelque chose que nous allons continuer à développer.

Comment faire avec les personnes très éloignées de l'emploi ?



David Vialat, directeur territorial de Pôle emploi en Pyrénées-Atlantiques. © JP GIONNET

EN CHIFFRES
10 000 C'EST LE
NOMBRE D'EMPLOIS PROPOSÉS
CHAQUE JOUR DANS LE 64 SUR LE
SITE INTERNET DE PÔLE EMPLOI.

Avec la reprise, le BTP doit RECRUTER

Sébastien Labourdette, le président de la fédération départementale du bâtiment, se réjouit de voir l'activité reprendre. Mais il sait qu'il faut résoudre le problème du recrutement.

Il y a plus d'un an, vous lancez un appel à la relance de la commande publique et privée pour permettre aux entreprises d'avoir du travail. Où en est-on aujourd'hui ?

Aujourd'hui, toute la filière a repris. Deux explications à cela : la commande publique a été relancée, et le fait qu'une année a été gelée, sans investissements, a permis de faire des reports intéressants sur 2021. Ce peut être aussi un trompe l'œil mais aujourd'hui il y a une activité soutenue. Concernant la commande privée, la partie logements bénéficie des aides du plan de relance, notamment tous les volets rénovation énergétique ou Ma prime rénov... Ce sont des dispositifs intéressants pour les particuliers qui peuvent les utiliser dans un délai court (deux ans), d'où une forme d'accélération.

Que certains se soient retrouvés en télétravail, d'autres avec les enfants à la maison, a aussi fait que le logement a repris la place qu'il doit occuper au sein des familles et est devenu la priorité numéro 1 des Français, avec de nombreux projets d'aménagement.

Nous avons également une modification de ce qu'est le logement. On veut du confort, avec un coût énergétique inférieur. Les passoires thermiques, plus personne n'en veut. La modification du logement, c'est aussi aller vers le pavillon individuel en seconde couronne, et plus forcément l'appartement vétuste du centre-ville. Il y a une très forte demande pour ce type de produits.

Mais c'est un modèle décrié qui participe de l'étalement urbain...

Il faut de tout en fonction des âges et des activités. Ce qui est vrai, c'est qu'on bénéficie dans le 64 d'une forte attractivité liée au fait que les grandes métropoles ont montré leurs faiblesses durant le Covid. Il était absolument insupportable de rester sur Bordeaux, Toulouse ou Paris. Les villes comme Pau ou Bayonne ont bénéficié de cette attractivité. Tout le monde s'est dit : «Je vais plutôt aller vivre là-bas». Et si possible dans un pavillon.

C'est ce que vous avez ressenti ?

Beaucoup. De façon caricaturale, il y a 10 ans, vous ne pou-

viez pas trouver un cadre dans le BTP à Pau ou Bayonne parce que le conjoint ou la conjointe ne pouvait pas forcément suivre. Aujourd'hui, le même profil, à choix équivalent, va venir plutôt à Pau ou au Pays basque qu'à Bordeaux.

Comment se traduit, dans vos métiers, cette attractivité ?

Pour environ 50%, le logement correspond à la reprise d'activité. Les gens veulent des logements plus spacieux et plus adaptés, mais aussi le raccordement au très haut débit. Une des premières questions de quelqu'un qui cherche un logement, c'est «Est-il raccordé ou raccordable ?». Si on veut travailler depuis chez soi, il faut du débit. Ici, on peut.

Après, il y a aussi le marché des entreprises et une confiance retrouvée de la part des industriels avec des perspectives. Les industriels recommencent à investir, à agrandir des usines, à reprendre des parts de marché... Tout cela redonne confiance et permet au BTP de répondre à cette demande. Regardez quand Amazon s'installe à Berlanne, cela fait de l'activité. Derrière vont se greffer des entreprises du dernier kilomètre. Dans l'aéronautique, on voit le bout du tunnel. La vie reprend son cours.

Les collectivités aussi retrouvent cette confiance ?

Les redevances sont moins dé-

favorables, c'est par exemple le cas pour les droits de mutation pour le Département. Grâce au dynamisme du marché immobilier, ils ont été à la hausse. Cela crée de la capacité pour des investissements importants.

Vos métiers changent avec la demande environnementale ?

Aujourd'hui, l'environnement n'est plus une question politique. C'est un socle commun et le BTP est à fond dedans. Nous sommes sur les renouvelables, l'économie circulaire avec le recyclage des matériaux, l'utilisation de matériaux à faible émission de carbone. De l'industriel à l'entrepreneur, cette nouvelle donne est prise en compte dans les marchés avec une commande publique qui inclut les critères environnementaux. Et de façon majeure.

Votre principal défi aujourd'hui, c'est le recrutement ?

Ce sujet est en effet majeur. On le connaissait déjà avant le Covid, puisque le BTP avait depuis longtemps du mal pour recruter les effectifs nécessaires. Nous avons conduit énormément d'actions. La priorité, c'est de rendre attractifs nos métiers. Parce qu'ils sont bien rémunérés avec de vrais intérêts pour les jeunes ou moins jeunes qui voudraient les rejoindre. On doit attirer et communiquer. On a par exemple récemment accueilli 400 collé-

giens au Foirail pour faire découvrir nos métiers.

Le CFA du BTP est plein avec 500 élèves, c'est la capacité maximale. Ce n'est jamais arrivé. Cela prouve que les jeunes s'intéressent aux métiers et que les entreprises ont fait l'effort de prendre des apprentis. Le but est d'aller vers l'excellence pour donner envie à ces jeunes. Leur faire comprendre que tout est mécanisé, que la pénibilité n'est plus un terme adapté. Nos métiers sont tous à plein temps, avec des rémunérations correctes même pour les nouveaux entrants. C'est aussi un ascenseur social formidable. Vous pouvez rentrer apprenti et finir cadre. En 10 ans, quelqu'un qui rentre en entreprise peut, grâce à son engagement sur le terrain, franchir toutes les étapes de la profession.

Mais ces jeunes ne régleront qu'une partie du problème. L'autre, c'est celui de marché de l'emploi. Aujourd'hui, nous faisons de la formation, de la reconversion... Un mécanicien dans un magasin moto avec une formation courte peut rentrer dans une entreprise de BTP de façon immédiate. Il y a 1 850 personnes inscrites dans la catégorie construction à Pôle emploi, ce n'est pas envisageable quand on en recherche 2 200.

Mais pourquoi ces 1 850 personnes ne viennent pas ?

Parce que nous devons faire du cousu main. C'est pour cela que la Féd du BTP va créer une structure, BTP emploi, pour marier l'offre et la demande. C'est-à-dire appeler les gens d'un secteur pour les mettre en relation avec les entreprises de ce même secteur qui recrutent. C'est cela que j'appelle le cousu main. On le lance en fin d'année.

On veut aussi être dans les territoires, avec des job dating, et ça marche. On met 10 entreprises précises avec des offres d'emploi et on informe les demandeurs d'emploi de cette même zone géographique. On amène le travail dans la zone géographique des personnes qui recherchent un emploi. On va en refaire d'autres en 2022.

Enfin, grâce à notre structure BTP Insertion, nous accompagnons des populations en grande difficulté. Je pense aux migrants. On en reçoit tous les vendredis après-midi pour leur



Président de la Fédération du BTP.

donner des cours de français. Nous en avons une dizaine chaque vendredi.

Ils ont souvent les qualités requises pour nous rejoindre : ce sont des gens volontaires qui ont envie de travailler. Par contre, il y a deux gros problèmes, c'est le moyen de locomotion et la langue.

Avec ces initiatives, vous avez bon espoir de résoudre ce problème ?

C'est un phénomène national. Nous, on veut prendre notre destin en mains et être acteur et moteur. Tant qu'on ne prend pas le taureau par les cornes, on n'y arrivera pas. Il faut être les chefs d'orchestre de ce mariage entre ceux qui cherchent et les entreprises.

Et neuf fois sur 10, lors des entretiens, ça marche parce que les gens se rendent compte qu'ils nous connaissaient mal. Il faut vraiment faire savoir ce qu'est le BTP. Ce sont des métiers magnifiques, modernes. J'en veux à l'orientation en France de ne pas mieux valoriser nos métiers.

J'en veux pour preuve aujourd'hui que ceux qui ont choisi notre filière gagnent souvent mieux leur vie que ceux qui ont choisi une voie générale. Si les familles ont une mauvaise image du BTP, c'est notre faute, mais il faut que cela change. On doit rencontrer tous les conseillers d'orientation du département pour leur dire qui on est : un métier très local, non délocalisable. Si je vous embauche à Pau, vous êtes sûr d'y passer votre carrière.



Ces labels de l'Etat qui aident à la relance du secteur

L'Etat fait aussi preuve de soutien à la filière à travers les labels mis en place. «Dans l'agglomération de Pau, nous avons deux dispositifs importants : le programme ANRU dans le quartier Saragosse, où les travaux sont en cours, et Action Cœur de ville, qui concerne aussi Bayonne. Avec Action Cœur de ville, les subventions permettent de rénover du patrimoine ancien», détaille Sébastien Labourdette.

Autre label qui concerne les cités, «Petites villes de demain», décerné à une vingtaine de petites villes du Béarn et qui a aussi pour but de conduire des projets de rénovation dans les coeurs urbains. Il y a également depuis peu un autre dispositif qui permet de requalifier les friches (commerciales, résidentielles, industrielles), les dépolluer afin de mener à bien des projets d'aménagement. L'Etat a déjà annoncé qu'il soutiendrait les projets à Pau, Nay, Garlin, Oloron ou encore Morlaàs.



A Oloron, la friche Remazeilles va bénéficier du fonds friche. © BENOÎT ROUZAUD



Sébastien Labourdette veut rendre la profession plus attractive. © JP GIONNET

La pénurie des matières premières, l'autre casse-tête des dirigeants

La filière du BTP doit composer actuellement avec des matériaux qui mettent du temps à arriver. Une situation que son président espère voir évoluer favorablement au premier trimestre 2022.

Pas simple de mener à bien un chantier aujourd'hui quand on est chef d'entreprise. La pénurie de matériaux frappe en effet de plein fouet la profession.

« Deux éléments ont conduit à cette situation. La première, c'est qu'avec la reprise mondiale du BTP, les industriels sont en rupture de stock. La deuxième, c'est que le Covid a montré que la France est dépendante des autres pays du monde pour la production », décrypte Sébastien Labourdette.

Hausse des prix

« Dans nos métiers, les deux pays exportateurs étaient principalement la Chine et les USA. Comme chez eux la croissance est repartie, tout ce qu'ils exportaient habituellement, ils se le sont gardés. Et nous, on a attendu des matières premières qui ne sont jamais arrivées. Et quand elles sont arrivées, elles avaient un prix multiplié par deux », complète le président de la Fédé-



La pénurie de matières premières est un des principaux problèmes de la profession.

© JEAN-PHILIPPE GIONNET

ration.

Conséquence, les chantiers sont plus onéreux: « L'Etat doit se préoccuper de relocaliser les unités de production, au moins sur les matières premières. C'est vrai pour le BTP comme pour les masques ou les médicaments. »

Et pour illustrer cette pénurie, Sébastien Labourdette prend l'exemple du bois: « La France a parmi les plus grandes forêts d'Europe mais c'est la Chine qui ramasse tout. Il faudrait avoir une forme de protectionnisme ou de préférence nationale sur ce type de produits. » Même

exemple pour le PVC ou le plastique: « Il faudrait avoir des industries en France pour produire ces matériaux. Car derrière, l'impact est fort avec une hausse générale des prix pour le client final qui subit cette inflation. » Autre conséquence, des délais qui s'allongent avec des retards de livraison sur les chantiers.

Pour autant, le dirigeant croit à une stabilisation au premier trimestre 2022: « Cela va ensuite peut-être redescendre légèrement, mais je ne vois pas les industriels nous dire: demain, on va rebaisser de 20%. »

Depuis près de 40 ans
Nous construisons ensemble



Crédit photo: carolaphotographie.com 71890140-AL



Scannez et découvrez nos réalisations

Charpente métallique - Couverture - Bardage - Serrurerie

www.alkar.fr ZA René Elissabide 1 - 64130 Mauléon Tél. 05 59 28 30 79

QUEL STRATÈGE ÊTES-VOUS ?

QUIZZ

Pour dynamiser votre marque, vos atouts sont :

- vos collaborateurs
- vos valeurs de marque
- votre vision
- vos clients
- l'agence Eliette
- votre bonne étoile



Stratégie de marque
Production de contenus
Création de site · Médiatisation

www.agence-eliette.fr

Voie royale pour l'insertion professionnelle, l'apprentissage en plein développement dans le 64

De plus en plus de jeunes choisissent la voie de l'apprentissage pour se former et s'insérer. C'est vrai partout en France mais aussi dans notre département. Explications.

Alors qu'on recensait environ 4 000 apprentis dans le département, Karine Laplace-Noble évalue leurs effectifs aujourd'hui à plus de 6 000.

Salariée de l'Agrocampus 64, à Montardon, elle était jusqu'à il y a peu chargée d'animer et coordonner le collectif départemental des CFA (centre de formation des apprentis), riche de 24 structures. Un poste qu'elle vient de laisser à Christelle Zanotti, de SPS l'École du sport, à Bizanos.

Des régions aux OPCO

« L'apprentissage s'est en effet beaucoup développé », explique-t-elle. « Il y a d'abord eu la loi du 5 septembre 2018 (baptisée « avenir professionnel », NDLR) qui a changé son organisation. Auparavant, c'étaient les régions qui s'en occupaient. La Nouvelle-Aquitaine était d'ailleurs très proactive. Mais avec la loi, l'État a installé France Compétences, l'autorité nationale unique de régulation et de financement de la for-



Les centres de formation des apprentis (ici l'Université des métiers à Pau) font souvent le plein. © JEAN-PHILIPPE GIONNET

mation professionnelle et de l'apprentissage... Et il a délégué la stratégie de l'apprentissage aux OPCO (les opérateurs de compétences).

Ces derniers sont au nombre de 11, et couvrent les grands secteurs professionnels : agriculture et transformation alimentaire ; mobilité ; santé ; construction ; industrie ; social ; culture et médias ; artisanat ; finances et conseil ; commerce ; et enfin travail tem-

poraire, propreté et sécurité. À charge pour ces organismes de financer les formations.

Des primes bienvenues

Le gouvernement souhaitait par cette loi dynamiser l'offre de formations. Mais c'est surtout le plan mis en place durant la période de Covid qui a incité beaucoup d'entreprises à faire confiance à des apprentis.

« Pour la première année, les

aides à l'embauche sont de 5 000 euros quand l'apprenti est mineur et de 8 000 quand il est majeur. » Sachant qu'on peut rentrer dans l'apprentissage jusqu'à 30 ans.

+20% en trois ans

Pour l'employeur, la subvention permet de prendre en charge une bonne partie de l'année. Et pour l'État, c'est aussi un investissement gagnant puisque chez les



Des salaires encadrés

Si le rythme de l'alternance peut varier selon la formation choisie, le niveau des rémunérations est, lui, encadré et évolue en fonction de l'âge ou de l'année du contrat. Un alternant de moins de 18 ans en première année touchera ainsi 27 % du SMIC par mois, alors que c'est 43 % entre 18 et 20 ans, 51 % entre 21 et 26 ans et 100 % pour les plus de 26 ans.

apprentis, le taux d'insertion professionnelle est très élevé.

Cette aide a donc donné un coup de fouet à l'apprentissage. « En 2018, nous avons recensé 4 000 apprentis dans les Pyrénées-Atlantiques. Là, je pense que nous en sommes à 6 000 », estime Karine Laplace-Noble. Une augmentation qui profite à quasiment toutes les filières, même si certaines branches peinent parfois à trouver des candidats, l'agriculture par exemple.

Le regard des parents a également évolué sur l'apprentissage. Ces derniers, qui jadis pouvaient être hésitants, ne rechignent plus à laisser leur enfant embrasser la voie de l'alternance. D'autant que les échecs se révèlent très rares.

Le salon de l'apprentissage va faire son retour à Pau



Le collectif des CFA des Pyrénées-Atlantiques devrait proposer des rencontres dédiées à l'apprentissage et à l'alternance en début d'année à Pau. © ARCHIVES PP

Ce rendez-vous permet aux familles de mieux connaître l'offre de formations et d'échanger avec les représentants des CFA.

Suspendues en raison du Covid, les rencontres dédiées à l'apprentissage et à l'alternance devraient faire leur retour en début d'année à Pau mais aussi à Anglet.

Ce rendez-vous, organisé par le collectif des CFA des Pyrénées-Atlantiques, permet aux familles de se familiariser avec l'offre locale de formations mais aussi d'échanger avec les formateurs pour mieux cerner

les possibilités. Par ailleurs, des réponses peuvent être données sur les possibilités d'hébergement.

Les centres de formation peuvent de leur côté présenter les différentes possibilités de cursus, la variété des niveaux des diplômes (CAP, Bac Pro, licence Pro...) ou la nature des formations (diplômantes ou certifiantes quand elles sont internes à une branche).

Ces CFA sont aussi bien publics que privés. On retrouve également pas mal d'établissements (Agrocampus, Immaculée Conception, Saint-Dominique, UPPA...) qui ont investi le champ de l'apprentissage. → <https://apprenti64.fr/les-cfa>

ENTREPRENDRE EN VALLEE D'OSSAU

Développez votre projet

à 30 min de Pau
20 min d'Oloron
20 min de l'Espagne
et 30 min des Hautes Pyrénées

Des équipements pour accueillir les nouveaux entrepreneurs

3 Zones d'Activités Économiques
1 Pôle d'Activités Économique
Des espaces de travail partagé

07 71 74 96 55
attractivite-territoriale@cc-ossau.fr
www.cc-ossau.fr

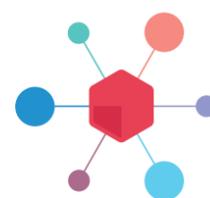


LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES, UN ENJEU CRÉATEUR DE VALEUR

Optez pour une communication à impact local,
engagée dans le développement de nos territoires

La régie Sud Ouest Publicité vous accompagne dans votre stratégie
de contenu de marque sur cette thématique.

- Avec nos expertises de production vidéo, événementielles
et de media planning 360°.
- Avec la puissance de nos marques media (print, digital, TV).
- Et la garantie d'un contexte éditorial responsable.



SUD OUEST
PUBLICITÉ

RÉGIE MÉDIA
DU GROUPE SUD OUEST
www.sudouest-publicite.com



Services à la personne : l'ADMR 64 a besoin de bras, 100 postes à pourvoir



A Serres-Castet, un précieux appartement pédagogique

L'appartement témoin a vue sur un grand champ de maïs. Il est coincé entre les bureaux administratifs du siège de l'ADMR, à Serres-Castet. On y retrouve tout le nécessaire de cuisine et de toilette que les aides à domicile retrouveront chez les personnes âgées: peignoir, plaques de cuisson, machines à laver...

Le mimétisme est poussé jusqu'à afficher des dessins d'enfants et des cartes postales. Des magazines sont posés sur la table du salon. «Tout le monde a mis sa patte», sourit Nathalie Biguet, la responsable qualité de la fédération. «Avant chaque intervention d'une nouvelle aide à domicile, on organise une mise en situation. C'est un outil précieux.»

Un de ceux qui rendent le travail moins pénible par une meilleure préparation des gestes du quotidien. Les intervenantes sont formées à l'usage des verticalisateurs, machines de relevage, lit électrique. Un simulateur de vieillesse avec casque glocome et lests est aussi à disposition de l'ADMR pour bien appréhender la réalité d'une vie de senior.

L'appartement témoin de l'ADMR 64 mis en place à Serres-Castet, où l'on retrouve tout le nécessaire pour une mise en situation. © DAVID LE DÉODIC

L'aide à domicile en milieu rural intervient partout, même en zone urbaine. Elle recherche une centaine de salariés et peut compter sur un rehaussement des salaires

C'est la bonne nouvelle de l'automne. L'avenant 43 va rentrer dans l'histoire de la branche Aide à domicile. Entré en vigueur le 1er octobre, ce réajustement de la convention collective prévoit des hausses de salaire de l'ordre de 15% pour les salariés de l'associatif. De quoi relancer l'attractivité de métiers qui en avaient bien besoin.

L'effet de la crise sanitaire

«On a perdu une bonne centaine de salariés depuis un an, note la responsable des ressources humaines de l'ADMR 64, Adeline Gineste. C'est dû au Covid mais aussi au manque d'attractivité de nos missions. On avait l'image d'un travail à la charge physique et mentale importante qui n'était pas assez

bien payé. Cette évolution va nous aider.»

L'ADMR 64 est une fédération. Elle regroupe les vingt associations ADMR du département, de Pau à Anglet, d'Espelette à la vallée d'Ossau. «On a quelques zones où nous ne sommes pas présents, comme la Soule ou le Montanerès, mais on est bien installé sur tout le territoire», souligne Nathalie

Biguet, la responsable qualité.

La fédération emploie 580 salariés. Ils étaient près de 700 avant la crise sanitaire. «On a eu plusieurs difficultés, explique la directrice de l'ADMR 64, Isabelle Davancens. Notre personnel est essentiellement féminin et il y a eu beaucoup d'arrêts de travail pour garde d'enfants. Celles qui sont restées ont encaissé une charge de travail

plus importante.»

Historiquement, les salariés de l'aide à domicile sont peu captifs la première année mais partent peu une fois les douze premiers mois passés. «C'est un cap à franchir, observe la DRH. Beaucoup de candidats pensent arrondir les fins de mois et omettent qu'il s'agit d'un réel accompagnement à la personne. Cela demande de connaître les personnes, les maladies, de s'impliquer.»

Moins de pénibilité

Un don de soi pour un beau métier révolutionné. L'aide à domicile a commencé son agiornamento. «On essaie de tra-

vailer sur l'amélioration des conditions de travail», explique Nathalie Biguet au milieu de l'appartement pédagogique mis à disposition pour les formations au siège de l'ADMR à Serres-Castet.

Au milieu d'un T1 classique, décoré comme celui d'une grand-mère lectrice de Femme actuelle et amatrice de dessins de petits enfants, les AVS sont formées à l'utilisation d'outils qui leur changent la vie. Ces verticalisateurs qui permettent de relever des personnes sans forcer avec le dos, par exemple. La Fédération met aussi à disposition une flotte de 220 véhicules qui permettent de faciliter les tournées.

Des postes en CDI

Forte de ces arguments, l'ADMR 64 recherche aujourd'hui une centaine de salariés. «Les postes à pourvoir sont quasiment tous en CDI, insiste la directrice Nathalie Davancens. On recherche surtout des diplômés AVS, AES. Même si les professions sont essentiellement féminines (97% de femmes à l'ADMR 64), les hommes sont aussi les bienvenus!»

EN CHIFFRES ■

580 C'EST LE NOMBRE DE SALARIÉS QU'EMPLOIE LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DE L'ADMR.



De gauche à droite: Adeline Gineste, Nathalie Biguet et Isabelle Davancens, la directrice de l'ADMR64. © DAVID LE DÉODIC

«CELLES QUI SONT RESTÉES ONT ENCAISSÉ UNE CHARGE DE TRAVAIL PLUS IMPORTANTE.»

ISABELLE DAVANCENS, DIRECTRICE DE L'ADMR 64

Pour recruter, le groupe APR mise sur la formation

Le groupe de nettoyage, qui se développe dans le service à la personne, va ouvrir son propre centre de formation.

C'est peu de dire que les métiers de services à la personne sont en constante recherche de salariés. Que ce soit dans le ménage, ou dans les soins et l'accompagnement à domicile, le défi du vieillissement, notamment, a créé de nouvelles demandes difficiles à satisfaire.

Fondé par Philippe Cazes-Carrère, le groupe palois APR est confronté à la chose. « Pour le service à domicile, c'est très difficile de répondre à toute la demande, nous devons parfois prioriser », reconnaît le PDG du groupe, qui a lancé voici quelques années Übi, une marque spécifiquement dédiée aux seniors, qui offre à la fois la possibilité d'avoir des aides ménagères mais aussi toute une offre pour transformer sa maison et son logement au seuil du vieillissement. Transformation de la baignoire en douche, installation de monte-escalier, « on recrute aujourd'hui aussi des carreleurs, des plombiers... »

Pour faire face à une pénurie de main-d'oeuvre, le groupe palois qui compte 3000 salariés mise sur la formation. Les habitués de l'avenue du Général de



L'équipe Übi de Pau s'installe avenue du Général de Gaulle. Les anciens locaux seront dédiés à la formation pour attirer de nouveaux profils © NICOLAS SABATHIER

Gaulle à Pau ont peut-être remarqué qu'au rez-de-chaussée de la flambant neuve résidence Edouard VII s'est installée une nouvelle enseigne, laquelle annonce la couleur : « Übi, créateur d'emplois », dit le slogan.

Et ce n'est pas un hasard. Dans les anciens locaux du boulevard d'Alsace-Lorraine, le groupe va installer son propre centre de formation. « Nous lançons une gamme de produits écologiques, Übi Gam'Eco, et nous souhaitons former nos salariés à leur bonne utilisation, plus écoresponsable

dans le nettoyage », détaille Laurie Cazes-Carrère, co-directrice générale du groupe. Des ménages plus économes en eau, en énergie et en produits chimiques, pour lesquels les clients sont prêts à payer un peu plus. Sachant que dans le domaine du service à la personne, les tarifs restent réglementés pour l'instant.

Une école pour APR

C'est dans cette future école que le groupe veut aussi former ses « troupes » d'aides à domicile pour Übi, tant les métiers se

sont étoffés depuis la création de la marque. Outre le ménage, le repassage, d'autres métiers sont apparus : auxiliaires de vie qui interviennent pour le lever ou le coucher, la toilette, mais aussi pour les déplacements.

Là encore, les besoins en formation sont apparus. « Nous avons mis en place un parcours d'intégration qui passe par le e-learning, la formation en interne et en externe, l'accompagnement par l'encadrement, la prise en compte des contraintes entre vie professionnelle et vie perso pour les



3000 salariés dans le groupe

Avec 60 millions d'euros de chiffre d'affaires, des agences dans tout le grand Sud-Ouest (Übi vient d'en ouvrir deux nouvelles à Orthez et Hasparren), le groupe APR basé à Pau depuis sa création affiche une belle croissance, malgré le confinement qui a pu marquer un ralentissement dans le nettoyage, quand côté aide à la personne, l'activité s'est maintenue. « On a ressenti la reprise dès la rentrée 2020, on a vite retrouvé notre activité d'avant la pandémie. Et maintenant, nous avons une croissance à deux chiffres dans chaque activité », explique Philippe Cazes-Carrère. Aujourd'hui APR pointe à la 23^e place des entreprises de nettoyage, dans le top 70 des principaux acteurs français.

plannings, ou encore la mise à disposition de vélo électrique en remplacement d'un véhicule personnel en panne », explique Laurie Cazes-Carrère. Le groupe mise aussi sur les progrès de carrière au sein du groupe pour attirer cette nouvelle main-d'oeuvre qui peut faire défaut. « On joue sur la mixité et la diversité aussi. Ce sont des métiers qui ont du sens, on l'a vu lors du premier confinement », renchérit son père Philippe Cazes-Carrère, qui souligne le peu de turnover dans ses équipes.

INTERIM - CABINET DE RECRUTEMENT

Ensemble faisons décoller l'emploi...

3 agences
à Anglet, Ixassou et Irun

une équipe dynamique
toujours à votre écoute,
pour vos solutions RH



www.abl-emploi.fr

à ANGLET
T. : 05 59 58 26 26

à HASPARREN
T. : 05 59 01 66 30

à IRUN
GIPUZKOA



ABLEMPLOI
votre talent a tant de valeurs

Au cœur d'une filière qui recrute massivement, les diplômés du numérique en quête de sens

Les jeunes diplômés du numérique n'ont guère de mal à s'insérer au sein d'une filière qui embauche à tour de bras. Mais les entreprises doivent savoir séduire cette population en quête de sens.

Au sein de la grande école CY Tech, dont l'un des campus est à Pau, l'insertion professionnelle n'est pas vraiment objet de grands tourments. Le taux d'insertion est en effet de 100%. Et la plupart des futurs ingénieurs ont d'ailleurs déjà trouvé leur employeur lors de leur stage de 5e année, un stage qu'on appelle désormais « de pré-embauche. »

Autant dire que sortir du grand bâtiment qui domine l'entrée du boulevard Lucien Favre avec un diplôme sous le bras, c'est la voie royale vers un premier job. Et qui plus est correctement rémunéré.

Salaire élevé à l'embauche

« Le salaire moyen d'entrée est de 46 000 euros brut », annoncent ainsi la directrice de l'établissement, Laurence Lamoulié, et la chargée des relations avec les entreprises, Elodie Cassiau. Dans une filière en



L'école CY Tech de Pau forme des ingénieurs pour la filière numérique. © NICOLAS SABATHIER

pleine expansion, qui cherche chaque année des milliers de personnes et dont les besoins en main-d'œuvre sont exponentiels, on comprend que les jeunes ingénieurs aient l'embaras du choix.

Le site palois de l'école accueille chaque année 500 élèves, avec une centaine d'entre eux qui arriveront en fin d'année scolaire sur le marché du travail. Durant leur cursus, en informatique ou en maths, ils auront déjà pu faire connais-

sance avec le monde de l'entreprise puisque trois stages rythment la formation.

L'attraction des start-up

Reste à voir si le marché local de l'emploi peut leur offrir des perspectives ou s'ils sont obligés de s'expatrier dans les métropoles, voire à l'étranger.

Sur ce point-là, Laurence Lamoulié indique que plusieurs possibilités s'offrent aux jeunes diplômés.

Soit rejoindre une entreprise

dont le cœur de métier n'est pas l'informatique mais qui a besoin de gens qualifiés pour ses systèmes.

Soit intégrer une ESN (c'est-à-dire une entreprise de services du numérique) présente localement, comme Cap Gemini, Sopra Steria ou encore Inetum (anciennement GFI).

Ou enfin choisir de rejoindre une des nombreuses start-up, comme celles qui peuplent la technopole Hélioparc: « Et ils sont de plus en plus nombreux



Les formations recherchées

Parmi les compétences les plus recherchées dans le numérique, on trouve tout ce qui est lié à l'intelligence artificielle (IA), au data mais aussi au calcul haute performance et au cloud.

à le faire. Ils apprécient cet esprit et sont parfois en quête d'adrénaline mais surtout de sens. » Autant dire que cela oblige les entreprises à être de plus en plus attractives pour séduire les nouveaux entrants sur le marché du travail. Par exemple, en mettant en place des facilités pour travailler à distance.

Car une autre tendance a été accélérée avec la pandémie : de plus en plus de salariés de l'informatique privilégient le cadre de vie et choisissent de s'installer ici, quitte à se rendre au siège social de leur employeur une ou deux fois par mois. Une attractivité liée au cadre mais aussi au coût du logement, qu'à CY Tech on vérifie aussi par le nombre d'étudiants qui cherchent à intégrer l'école chaque année.

TECHNOPOLE
AGEN GARONNE
SUD-OUEST FRANCE

Votre implantation au cœur du Grand Sud-Ouest ?

Choisissez le Technopôle Agen-Garonne !

Un territoire d'excellence en industrie agro-alimentaire et pharmaceutique, en économie verte et numérique



Une offre foncière stratégique

- Vitrine sur l'autoroute A62
- Relié par un nouvel échangeur direct en 2022

Une offre compétitive

- Un large choix de foncier et de solutions immobilières
- Des réseaux d'énergie performants et durables
- Une fiscalité avantageuse

Un parc d'activités innovant

- Une certification "HQE Aménagement"
- Un espace équipé de la fibre très haut débit
- Prochainement un Campus innovation & compétences signé Ateliers Jean Nouvel

Contactez-nous dès maintenant : aggloeco@agglo-agen.fr / Tél. 05.53.69.59.60
Plus d'info sur www.agen-garonne.fr



Membre de La
French Tech Lot-et-Garonne



Découvrez le Technopôle Agen-Garonne
en images

Le TAG c'est 220 hectares dont 140 cessibles au total
À ce jour : 42 hectares vendus
Reste moins de 40 hectares de disponibles



Hôtellerie-restauration : les ingrédients de l'UMIH pour recruter les salariés qui lui manquent

La filière met en place des méthodes pour recruter mais aussi être plus attractive.

Lionel Imirizaldu, vice-président de l'UMIH (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie) Béarn et Soule, est toujours aussi accrocheur. Face à la baisse d'attractivité du métier, le patron du Gaulois à Rontignon multiplie les initiatives.

► 400 salariés à recruter et des saisonniers à trouver

«On est en difficulté depuis dix ans, mais avant on s'en sortait parce que le turnover faisait que ceux qui partaient allaient dans d'autres établissements et inversement. C'est le confinement qui a changé la donne. Beaucoup ont pris goût aux week-ends, aux soirées plus libres.» L'UMIH Béarn et Soule compte 350 salariés évaporés sur près de 3 000 en haute saison estivale ou hivernale. «Il n'y a pas que des serveurs. Ce sont souvent des salariés qualifiés comme des cuisiniers, des seconds, des commis.»

Une vaste enquête auprès de chaque établissement de Béarn et Soule a aussi montré une pénurie d'apprentis. «55 pour la rentrée de septembre, surtout en cuisine et en salle, un peu moins

pour le travail dans les étages en hôtellerie.» Ce sont donc plus de 400 employés qui manquent au compteur pour les hôteliers-restaurateurs.

Les restos font aussi face à une pénurie de saisonniers. «Pour l'heure, la solution est de réduire la voilure, quitte à ne pas ouvrir tous les jours», observe Lionel Imirizaldu. Beaucoup de saisonniers locaux ont aussi abandonné l'idée de ces contrats avec la pandémie.

► Rapprochement avec Pôle emploi

Devant cette désertion, l'UMIH64 s'est tournée vers les prescripteurs, ceux qui peuvent fournir la main d'œuvre nécessaire. Au premier rang de ces acteurs, Pôle emploi. «On a proposé que les professionnels se déplacent dans les cinq agences du Béarn pour rencontrer les candidats et effectuer une première sélection. Il s'agissait de déceler ceux qui avaient quelques bases.»

Le rendez-vous a été institutionnalisé. Chaque second lundi du mois, les collaborateurs de Pôle emploi font une présélection et les hôteliers restaurateurs reçoivent les candidats pendant un quart d'heure pour déterminer les profils. C'est aussi un face à face douloureux avec la réalité du marché: 8 rendez-vous avaient



Lionel et Isabelle Imirizaldu dans leur restaurant de Rontignon. © SUD-OUEST

été calés avant la dernière réunion à Pau-centre, mais seuls 3 candidats se sont présentés, 15 rendez-vous à Oloron pour 4 candidats au final...

► Mieux aiguiller les apprentis

Autre axe de travail, le resserrement du lien avec les centres de formation d'apprentis. La relation s'était parfois rafraîchie avec Beau-Frère, Saint-Vincent-de-Paul, Morlaàs, le Greta, Catalyse et l'Infa. La Direccte a créé un comité de pilotage. «On s'est rendu compte en deux réunions que beaucoup de jeunes quittaient leur formation sans avoir vraiment testé d'autres solutions. Parfois, c'est simplement une question de lieu d'affectation, ça

se travaille», souligne Lionel Imirizaldu.

► Améliorer les conditions de travail

Si les métiers de l'hôtellerie entendent séduire, il leur faut améliorer leur image. «Libérer des soirées, des week-ends, ce n'est pas une obligation mais pour être attractif, il va falloir aller vers ces démarches-là. Avec le Covid, nos salariés ont aussi appris à un peu plus profiter de ces moments de famille et de loisirs.» L'UMIH et la Dreetts ont mis en place un guide des bonnes pratiques RH. Un document d'une vingtaine de pages bâti sur le retour d'expérience de sept établissements de Pau, Oloron, Orthez ou Laruns. Il propose

«une méthode simple et pratique» afin de permettre à chaque hôtelier peu familier de la notion de ressources humaines de monter en compétences.

Enfin, si des efforts seront nécessaires sur le plan salarial, nombre d'établissements sont des petites structures et ne peuvent pas proposer de 13e mois. L'idée d'une équipe volante qui pourrait venir suppléer les salariés et leur permettre des temps de repos n'est pas exclue.

► D'autres pistes : réseaux sociaux et réfugiés

Au-delà de ces grands chantiers, l'UMIH regarde d'autres pistes. Là encore, il s'agit d'organiser une grande opération séduction.

«Il faudra aussi se montrer attractif sur les réseaux sociaux, complète Lionel Imirizaldu. Pourquoi pas trouver un serveur ou un jeune cuisinier qui peuvent être des relais auprès des jeunes. Pour cela, il faut aussi accepter des personnalités iconoclastes qui sortent du moule de formation classique.»

Dernière piste explorée, celle menant aux réfugiés qui sont souvent demandeurs d'emploi pour s'insérer. «On ne pourra pas les mettre partout avec le problème de la langue, mais on travaille à plus les incorporer en cuisine.»



le solaire recrute !

Envie d'un nouveau challenge professionnel ?



Technico-Commerciaux
Photovoltaïque agricole h/f



Conducteur de travaux
Photovoltaïque h/f



Techniciens poseurs
Photovoltaïque h/f



Chargé d'études
Photovoltaïque h/f



Ingénieurs d'affaires
Tertiaire Industriel h/f

SOLTÉA est une société
du groupe



Basé à Biarritz,
Soltéa est le spécialiste régional,
100 % solaire, avec plus de 1 000 références.
Industriels, agriculteurs, collectivités,
nos équipes ont les réponses
techniques et économiques
pour valoriser vos projets.

Rejoignez-nous !

www.soltea-recrutement.fr - 05 59 41 02 47



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



GRETA-CFA AQUITAINE
BÉARN

FORMEZ-VOUS AVEC LE GRETA-CFA AQUITAINE AGENCE BÉARN



APPRENTISSAGE

PROFESSIONNALISATION

CPF

DÉVELOPPEMENT
COMPÉTENCES

CPF
DE TRANSITION

FINANCEMENT
INDIVIDUEL



✓ BÂTIMENT - TRAVAUX PUBLICS - FIBRE

✓ NUMÉRIQUE

✓ INDUSTRIE - CHIMIE

✓ HÔTELLERIE - RESTAURATION
MÉTIERS DE BOUCHE

✓ SANTÉ - SOCIAL - BIEN-ÊTRE

✓ TERTIAIRE - COMMERCE - VAE

Agence Béarn - 05 59 84 15 07
www.greta-cfa-aquitaine.fr



Spécial CCI



La CCI Béarn, actrice de

LA RELANCE

Didier Laporte, président de la CCI : « Nous devons amener des solutions aux chefs d'entreprise »

Transmission des entreprises, pépinière commerciale ou fonds d'urgence... Le président reconduit de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Pau Béarn ne manque pas de projets pour les cinq ans à venir.

C'est un nouveau mandat de cinq ans qui s'ouvre pour Didier Laporte, 53 ans. Réélu à la tête de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Pau Béarn le 10 novembre, le patron de Caralliance déroule sa feuille de route pour l'économie béarnaise.

Quel sera votre premier axe de travail ?

L'entrepreneuriat est un des fondamentaux d'une CCI. Et cela sur tout le cycle de la vie d'une entreprise : de la création jusqu'à la transmission de l'entreprise, en passant par le développement, l'accompagnement à l'international, etc.

Avec la crise sanitaire, beaucoup ont eu une tendance naturelle à créer leur propre emploi. L'entreprise n'est pas quelque chose qui s'improvise. Je crois en nos capacités de chambre consulaire pour accompagner. Créer une entreprise, c'est créer des engagements, vis-à-vis des clients, des fournisseurs et des collaborateurs. Tout le monde doit l'avoir en tête.

Vous avez récemment renforcé votre équipe sur la transmission. Comment ?

La CCI a un rôle essentiel à jouer. Je considère qu'une entreprise, avant de cesser son activité, doit avoir étudié toutes les possibilités de transmission, y compris dans le cercle familial.

Depuis début novembre, nous avons un collaborateur qui est spécifiquement dédié à la transmission. Il est la sentinelle de toute entreprise qui serait susceptible d'être en voie de transmission. Pour les repérer, il suffit parfois de regarder l'âge du capitaine.

Quelqu'un qui souhaite reprendre une entreprise se manifeste toujours. Le cédant est beaucoup plus difficile à identifier. J'ajoute qu'une transmission ne se fait pas à quelques encablures du départ à la retraite. Cela se prépare, y compris avec ses enfants. Il faut

qu'ils soient formés, préparés capitalistiquement. Nous voulons sensibiliser tout chef d'entreprise, qui doit se poser la question de la transmission à partir de la cinquantaine.

Vous portez également un projet de pépinière commerciale. De quoi s'agit-il ?

C'est une action concrète que j'aimerais mener dès 2022. Sur le territoire, nous n'avons pas de pépinière spécialisée sur la partie purement commerciale. C'est dommage. Il y a des initiatives de boutiques éphémères, à Orthez ou à Pau. Je souhaiterais que nous ayons un lieu dans lequel les porteurs de projet puissent être accompagnés par la CCI. Ils pourraient y tester leurs produits ou concepts. Ils auront un bail précaire, avec un engagement léger.

L'endroit permettrait également à la CCI d'expérimenter : nouvelles technologies commerciales, système fédérateur de plateforme, fidélisation de la clientèle. Cette pépinière serait aussi un lieu d'inspiration pour des commerçants déjà établis, où les collaborateurs de la CCI pourront présenter ce que nous sommes en capacité de faire. La problématique est de trouver un local assez grand pour accueillir trois ou quatre magasins ou concepts. Nous visons d'abord le centre-ville de Pau. Mais je n'exclus pas de le faire ailleurs, comme à Oloron ou Orthez.

Pendant votre campagne, vous avez également évoqué l'axe de l'économie territoriale. De quoi parle-t-on ?

Dans le cadre du précédent

mandat, j'avais pour mission de réaffirmer que le Béarn est un territoire industriel, et donc travailler sur son attractivité. J'avais un vice-président dédié à cela. Il nous a permis de faire un diagnostic en 2017. Nous avons compris la nécessité d'avoir une marque territoriale, afin de communiquer avec beaucoup plus de force et de cohérence.

Depuis, le Pays de Béarn s'est structuré. Il s'est doté d'un Conseil de développement, dont je suis le vice-président, qui s'est emparé de ce sujet. La CCI continuera à être aux côtés du Pays de Béarn. Il s'agit d'un travail de longue haleine, avec des actions plus de lobbying, politiques.

Lors des inondations à Salies de Béarn en 2018, tous les commerces et artisans ont été touchés. Il y avait une nécessité de sauver les marchandises avec un besoin de conteneurs. Si la CCI avait acheté des conteneurs, nous aurions dû lancer une procédure de marchés publics. Nous avons eu du mal à organiser la solidarité quand survient un aléa climatique ou accidentel. Le but est de regrouper des fonds qui permettent d'agir rapidement, indépendamment de toute structure institutionnelle. La CCI doit être à l'initiative du fonds, qui serait géré par un collectif d'entrepreneurs.

La CCI dirige deux écoles : l'ESC Pau Business School et le CNPC, école supérieure de commerce du sport. Comment vont-elles évoluer ?

Le CNPC Sport est l'école du commerce du sport en France, reconnue sur l'ensemble du territoire. Pour l'ESC, nous ne détrônerons jamais HEC. Mais il faut que nous ayons une formation de qualité.

Nous continuons à aller décrocher des accréditations qui reconnaissent la qualité de l'enseignement et permettent de monter mécaniquement dans les classements. Aujourd'hui, l'ESC est en lice pour l'accréditation AACSB (Associa-

« NOUS VOULONS SENSIBILISER LES CHEFS D'ENTREPRISE À LA QUESTION DE LA TRANSMISSION »

tion to Advance Collegiate Schools of Business). Nous travaillons également à de nouveaux programmes. Il est indispensable que les écoles répondent aux besoins immédiats et urgents des entreprises.

Quid de la formation continue dans les entreprises ?

Nous avons la chance d'avoir un organisme de formation continue patronal qui comprend immédiatement quels sont les besoins. Il existe des obligations en matière de formation sur les données personnelles ou sur la cybersécurité, par exemple.

Je considère que c'est à nous d'aller chercher les financements de l'Europe et de la Région. Nous devons amener aux chefs d'entreprise des solu-

tions globales et financées. C'est mon fil rouge de cette mandature.

Il est également question de la « mutation » des entreprises. De quoi s'agit-il ?

C'est vaste. Mais cela peut être le soutien à la transition énergétique. Autre exemple, celui de la gestion des déchets. De nombreuses déchetteries communautaires n'acceptent plus de prendre en charge gratuitement les déchets professionnels et industriels. Ce qui pose de nombreux soucis. Nous pourrions mettre les acteurs autour de la table sur ce sujet.

+

Le nouveau bureau

Président : Didier Laporte
Vice-présidents : Serge Gallazzini, Soraya Ballion
Trésorier : Sébastien Labourdette
Trésorière adjointe : Daphné Uzan
Secrétaire : Marc Prigent
Secrétaire adjoint : Patrick Cléris



Le siège de la CCI Pau Béarn, rue Louis Barthou à Pau. Didier Laporte souhaite poursuivre



Didier Laporte vient d'être élu pour un second mandat à la présidence de la Chambre de commerce et d'industrie Pau - Béarn. © MARC ZIRNHELD

EN CHIFFRES ■

19 000 C'EST

LE NOMBRE D'ENTREPRISES QUI DÉPENDENT DE LA CCI PAU-BÉARN : 9 400 DANS LES SERVICES, 3 600 DANS L'INDUSTRIE ET 6 000 DANS LE COMMERCE.

EN CHIFFRES ■

1 300 C'EST LE

NOMBRE DE PORTEURS DE PROJET REÇUS PAR AN PAR LES SERVICES DE LA CCI.

Un fonds d'investissement pour les industries

Parmi ses projets, le président reconduit de la CCI, Didier Laporte, souhaite mettre en place un fonds d'investissement. Objectif : accompagner la transformation des entreprises.

Il fera partie des premiers chantiers du nouveau mandat de Didier Laporte. Le président de la CCI Pau Béarn souhaite mettre en place un fonds d'investissement territorial en direction des industries.

«Car un emploi industriel, c'est quatre autres emplois induits, souligne Didier Laporte. Il est important de tout mettre en oeuvre pour préserver l'emploi industriel.» Le fonds serait doté par des particuliers, entreprises ou établissements bancaires.

«Le but n'est pas de distribuer des subventions ou faire des avances remboursables, souligne Didier Laporte. C'est vraiment de travailler sur le haut de bilan. On parle d'innovation, de recherche ou de développement. Cela peut être simplement la nécessaire consolidation des capitaux propres de l'entreprise, pour pouvoir lui permettre de se transformer. Je prends un exemple un peu simple. Aujourd'hui, nous avons des entreprises particulièrement spécialisées dans le domaine de l'aéronautique. Demain, c'est pouvoir les accompagner pour



Le Béarn dispose d'un riche tissu industriel qui assure sa prospérité. © DAVID LE DÉODIC

aller dans le pharmaceutique ou le médical.»

Trois millions d'euros

Le président de la CCI souhaite poser les bases du futur fonds en 2022. «Il faudrait arriver rapidement, dans un premier temps, à réunir trois millions d'euros, poursuit Didier Laporte. Le fonds sera un levier pour aller chercher d'autres financements. Nombre d'acteurs sont intéressés : branches professionnelles et responsables politiques locaux notamment.»

Quid du Bureau de Développement Economique et Attractivité Adour (BDEA), association qui accompagne déjà les

entreprises en Pays Basque, Béarn et Bigorre ? «Sa vocation est plus d'agir sur les comptes de résultats, précise Didier Laporte. Ce sont des subventions et des avances remboursables. Le BDEA doit être un partenaire. Parce qu'il est un acteur majeur. Mais son périmètre trop large nous oblige à mettre beaucoup trop de personnes autour de la table pour pouvoir être rapidement efficace et opérationnel sur un fonds d'investissement territorial. Commencer à l'échelle du Béarn serait déjà très bien. Sans dire aux Basques et Bigourdans de rester chez eux. Il faut commencer petit pour pouvoir grossir ensuite.»

🔍 ZOOM

Satisfait de l'aide pour l'aéroport Pau Pyrénées

10 millions d'euros. C'est la somme mise sur la table par les collectivités jusqu'en 2028 pour maintenir à flot l'aéroport de Pau. «Je suis pleinement satisfait», réagit Didier Laporte. La CCI possède 51 % des parts de la société Air'py, gestionnaire de l'aéroport. «Nous avons un absolu besoin du soutien du Syndicat mixte propriétaire de l'aéroport Pau Pyrénées (Smapp). Sans lui, la société Air'py était commercialement menacée. Avec un déficit chronique depuis 2020 et jusqu'à 2028 si nous avons respecté le contrat. Nous aurions été dans l'incapacité de financer les investissements prévus et l'exploitation». La crise sanitaire est passée par là, mettant à mal l'économie aéroportuaire. «Il y a eu moins de passagers mais également moins d'avions, souligne Didier Laporte. Les recettes ont été fortement impactées.. Il était inimaginable - tant pour le Smapp que pour nous - que le Béarn ne soit pas doté d'un aéroport». Au sein d'Air'py, la société Egis Airport Operation détient 49 % du capital. Elle est aujourd'hui détenue en majorité par la Caisse des dépôts et consignations. Mais peut-être plus pour longtemps. Cette dernière a engagé des négociations pour céder 42 % des parts de la société au fonds Tikehau. «Nous avons été informés en amont de l'intention de la Caisse des dépôts. Des engagements ont été pris par les responsables d'Egis, via son directeur adjoint. Il nous confirme qu'Egis reste bien dans le capital d'Air'py. Cela ne changera pas grand chose pour nous. Egis est minoritaire. En étant majoritaires, nous voulions avoir cette garantie de continuité territoriale.»



l'ancrage de l'institution en Béarn. © M. ZIRNHELD

Rentrée des classes et rappel aux responsabilités



Lors de l'installation, la nouvelle équipe de la CCI Pau Béarn qui entoure le président Didier Laporte, avec à ses côtés le préfet des Pyrénées-Atlantiques Eric Spitz. © MARC ZIRNHELD

Lundi 22 novembre, les nouveaux élus et les conseillers renouvelés ont pris possession de la chambre consulaire. Une découverte, pour certains, de l'univers et des engagements qu'on attend de ces chefs d'entreprise de terrain.

Comme un parfum de rentrée scolaire. Lundi 22 novembre, la Chambre de commerce et d'industrie Pau Béarn tenait son assemblée générale d'installation. Un menu un peu copieux avec les élections du bureau, des commissions, des représentants dans divers organismes, mais un moment capital dans la vie consulaire.

C'est avec cette journée que les nouveaux élus ont découvert leur mission et ce qu'elle revêt de droits et devoirs. Ces chefs d'entreprise de terrain s'engagent à titre bénévole au sein de la chambre. Ils représentent leur secteur d'activité (commerce, industrie, services) et n'ont pas le droit de contracter avec la CCI.

Le président réélu Didier Laporte leur a fait signer un engagement en ce sens contre la prise illégale d'intérêts. A l'image de ces conseils municipaux qui ouvrent les mandats, le doyen d'âge a lancé la réunion avec un peu moins d'expérience qu'un Didier Laporte.

Christian Houel, patron d'Aquitaine électronique à Serres-Castet, a dit un mot avant d'organiser l'élection du bureau: «J'espère que notre équipe ira

« VOUS AVEZ UN RÔLE PRIMORDIAL DANS LA DYNAMISATION ÉCONOMIQUE DE NOTRE TERRITOIRE. »

ERIC SPITZ, PRÉFET DU 64

loin, que le Béarn sera visible et que l'aéroport se relève un peu. »

« La tâche est grande »

A sa suite, le nouveau bureau a été élu à l'unanimité. « Même si l'émotion est moins visible qu'il y a cinq ans, elle reste importante », soulignait Didier Laporte, qui entamait ici son deuxième mandat. « Ceux qui étaient avec moi dans la précédente assemblée savent ce que briguer un mandat revêt de responsabilité. La tâche qui nous attend est grande. »

A noter qu'un tiers des nouveaux élus sont des élues, ce qui conforte la progression de la représentativité féminine au sein de la CCI Pau Béarn. Didier Laporte rappelait les grands axes de la politique à venir et cédait sa place au préfet pour la conclusion.

Là encore, il était question d'assumer. « Vous avez dans le contexte actuel un rôle primordial dans la dynamisation économique de nos territoires », insistait Eric Spitz avant de rappeler sa fructueuse collaboration avec la CCI dans le cadre du plan de relance.

Une vidéo de présentation de la CCI et quelques dates annotées à l'agenda, et l'assemblée pouvait disposer. L'esprit clair et le gant relevé!

PLUS D'INFORMATION AU
06.71.63.03.34
OU SUR
esc-pau.fr

Formation Continue / Executive Education
1 ACCÉLÉRATEUR DE CARRIÈRE

ESCPAU
BUSINESS SCHOOL
FOR TOMORROW

- ✓ OBTENEZ LE DIPLÔME BAC+5 D'UNE GRANDE ÉCOLE DE MANAGEMENT EN MOINS DE 100 JOURS
- ✓ ACTUALISEZ SES COMPÉTENCES EN STRATÉGIE, MANAGEMENT, RH, FINANCE, MARKETING...
- ✓ VALORISER SON EXPÉRIENCE AVEC UN DIPLÔME D'EXCELLENCE
- ✓ PROCHAINE RENTRÉE : FÉVRIER 2022
CALENDRIER ADAPTÉ AUX PROFESSIONNELS

CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES EFMD ACCREDITED MASTER QUALIOPAI processus certifié RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Formation Éligible CPF

Aéronautique : « La contrainte carbone est un atout pour rebondir »

Le PDG d'Aeroprotec et président de l'UIMM Adour-Atlantique, Thierry Haure-Mirande, évoque la reprise dans l'aéronautique et les enjeux futurs du secteur

Quand on parvient à le rejoindre, une matinée de la mi-novembre, il s'excuse de n'avoir pu répondre quelques minutes plus tôt : « J'étais avec un client... Ça ruisselle, ça y est ». Thierry Haure-Mirande, PDG d'Aeroprotec, spécialiste du traitement de surface dans l'aéronautique, et président de l'UIMM Adour-Atlantique, est le témoin privilégié de la reprise du secteur.

Cet automne a vu plusieurs signatures de contrats importants : quand en verrez-vous les effets ?

A partir de la fin du premier trimestre, ou du deuxième tri-

« LES TECHNOLOGIES, LES PROCESS SPÉCIALISÉS SONT UN ATOUT POUR L'AÉRONAUTIQUE FRANÇAISE. »

mestre 2022, je pense qu'on aura rattrapé la cadence. Mais déjà, cela fait un bien fou au moral d'avoir de la visibilité. Les contrats de Dassault aviation, pour le Rafale ou l'aviation d'affaires, ça s'inscrit dans les faits, même si aujourd'hui, on ne le sent pas encore.

Le choc de 2020 a duré, 2021 a même été un peu plus faible pour certains. Les plans d'approvisionnement se font à 6 mois, nous, en bout de chaîne, on commence à voir du mieux. Airbus va avoir des cadences de soixante-dix A320, alors qu'ils étaient à 60 ou 62 avant Covid. Ça va aller vite.

Vous craignez en revanche pour l'après ?

Oui, 2023 nous posera d'autres problèmes. Nous sommes sur un PGE, un prêt garanti par l'État, fait pour financer la croissance.

Or, pour cela, il faut des prix stables. Ce qui est loin d'être le cas puisqu'on vit une flambée du prix des matières premières. On modélise tout ça de façon très précise, et on craint un effet ciseaux terrible...

Les coûts de production vont donc augmenter ?

Sans doute, tandis que la demande va tirer les prix des avions



Thierry Haure-Mirande (ici lors de l'inauguration de l'usine d'Aeroprotec à Uzein) estime que la situation s'améliore avec la reprise des commandes. © ARCHIVES PP

vers le bas, on parle de -15 %... On va travailler à cette baisse des prix, mais il y a une difficulté à rester compétitifs. Comment ensuite rembourser les PGE ? Gageons qu'une rallonge de 10 ou 15 ans sera possible. Et pourquoi ne pas inclure les fonds de roulement dans le calcul des prêts ?

Le tout avec une exigence environnementale accrue ?

Il faut se mettre en adéquation avec le programme de décarbonation de l'industrie. Dans l'aéronautique, nous n'avons pas encore la mesure de ce que cela représente. Il existe un programme national multisecteurs avec 15 entreprises pilotes, dont nous faisons partie, qui doit mettre en place un prix unitaire (du carbone).

L'emprunte carbone va entrer

EN CHIFFRES
1 300 C'EST LE NOMBRE D'EMPLOIS À SAISIR DANS L'AÉRONAUTIQUE SUR LE BASSIN DE L'ADOUR : 750 EN BÉARN ET 550 EN BIGORRE.

de plus en plus dans l'économie, c'est une contrainte extrêmement violente pour les constructeurs, mais qui est aussi un atout pour rebondir.

Pouvez-vous rebondir avec de nouvelles solutions ?

Oui, il y a les carburants biosourcés, faire suivre les avions à 3 km pour économiser de l'énergie... On a fait voler un premier hélico hybride, et il y aura l'intégration de l'hydrogène, à un horizon plus lointain. Les technologies, les process spécialisés sont un atout pour l'aéronautique française et européenne pour relocaliser. En France, innover, créer, imaginer, on sait faire.

L'emploi suit-il ?

Selon les dernières enquêtes, l'industrie est en déficit de 750 emplois en Béarn, plus 550 sur le bassin de Tarbes. Soit 1 300 emplois, sachant que la branche aéronautique représente 70 % de l'industrie dans la région...

ENSEMBLE CULTIVONS LA QUALITÉ POUR NOURRIR LA CONFIANCE



Notre ambition

Chez Euralis, nous contribuons à une agriculture nourricière proche de nos territoires, durable, plurielle, saine et accessible. Pour y parvenir nous nous appuyons sur l'innovation et le conseil.

Par nos actions, nous développons le revenu des agriculteurs et renforçons la performance de nos activités. Nous nous inscrivons dans une démarche forte de production d'énergie renouvelable et de décarbonation de nos activités.

Nous sommes convaincus que la diversité de nos collaborateurs et des adhérents sont une richesse, stimulent l'innovation et renforcent le dynamisme de nos territoires.



Le Groupe fédère
14 000 agriculteurs



5 200 collaborateurs
en France et à l'international



Activités agricoles, semences et agroalimentaires

Avec le plan de relance, les millions pleuvent sur les

Plus de 327 millions d'euros seront investis dans le département, à travers plusieurs dispositifs.

C'était le 3 septembre 2020. Le président de la République présentait le plan France Relance pour rebâtir le pays à la sortie de la pandémie, mais aussi bâtir la France de 2030.

Un plan doté de 100 milliards d'euros qui s'articule autour de trois priorités : 30 milliards pour l'écologie pour aller vers une économie plus verte et plus durable; 34 milliards pour donner aux entreprises les moyens de se développer et préserver l'emploi de leurs salariés; et enfin 36 milliards pour garantir la cohésion sociale entre générations.

327 millions pour le 64

En novembre, le préfet des Pyrénées-Atlantiques Eric Spitz a dressé le bilan de l'application du plan de relance sur notre territoire. Alors qu'en Nouvelle-Aquitaine, le plan France relance revendiquait déjà 2,75 milliards d'euros investis, dans notre département, le montant s'élevait alors à plus de 327 millions d'euros.

Dans le détail, cela correspondait à chaque fois à plus de 100 millions d'euros pour le volet transition écologique (rénovation énergétique des bâti-



A Castetnau-Camblong, l'entreprise Toussac, qui fabrique des sacs plastiques à partir du recyclage, est l'une de celles qui ont bénéficié du soutien de l'Etat pour leurs

ments, les transports, la transition agricole et les énergies bas-carbone); pour le volet compétitivité (qui vise à renforcer les entreprises, accélérer leurs transitions écologiques et économiques) mais aussi relocaliser les appareils de production; et enfin pour le volet cohésion

sociale.

Ainsi, quand on entre dans le détail des aides, on apprend que 16 929 demandes d'activité partielle ont été accordées, correspondant à 134 767 salariés, soit 73,3% des entreprises. «Depuis le début de la crise, le montant total versé est de 316,9 mil-

lions d'euros.»

25 285 entreprises aidées

Par ailleurs, 25 285 entreprises ont bénéficié du fonds de solidarité, pour un montant de 395 millions d'euros injectés dans les Pyrénées-Atlantiques. De quoi les aider à passer le cap

des confinements et l'arrêt d'activité. Enfin, 1,1 milliard de prêts garantis par l'Etat ont été accordés, ce qui correspond à 8 160 aides depuis le début de la crise. A cela s'ajoutent de très nombreux reports et exonérations de charges fiscales et sociales.

SECURE YOUR BUSINESS*

Avec ses enquêtes terrain et sa garantie de paiement, Pouey International assure 100 % du montant de vos transactions clients.

ET VOTRE BUSINESS AVANCE.



Pouey
International 1884

Pyrénées-Atlantiques



EN CHIFFRES ■

76

EN MILLIONS D'EUROS, C'EST LA SOMME ATTEINTE PAR LES BAISSSES DES IMPÔTS DE PRODUCTION POUR LES ENTREPRISES. UNE BAISSE DE LA FISCALITÉ QUI A CONCERNÉ 8 293 D'ENTRE ELLES.

Le soutien passe aussi par des aides à l'export, que ce soit par le versement de «chèque export» ou par l'aide au recrutement de VIE (volontaire international en entreprise).

8 300 jeunes aidés

L'aide aux entreprises concerne aussi la transition numérique puisque près de 2 000 entreprises ont bénéficié du chèque France NUM afin d'amorcer leur transition numérique. En matière de fiscalité, 8 293 entreprises ont bénéficié dans le département de la baisse des impôts de production, pour un montant total de 76,2 millions d'euros.

Enfin, en ce qui concerne l'insertion des jeunes, près de 8 300 d'entre eux ont sollicité une aide via le dispositif «1 jeune, 1 solution» afin de signer un contrat d'apprentissage ou trouver un emploi grâce à la prime à l'embauche.

projets de développement. © N. SABATHIER

Côté aides à l'investissement, l'ensemble des subventions versées à travers les différents fonds de soutien (modernisation des secteurs automobile et aéronautique, relocalisation, transition écologique...) représente plus de 37 millions d'euros (lire aussi-ci contre). Le sou-

Une vingtaine d'entreprises ont bénéficié d'aides à l'investissement

Une vingtaine d'entreprises soutenues, pour une enveloppe de plus de 17 millions d'euros, c'est le bilan du volet compétitivité du plan de relance dans le 64.

Plusieurs dispositifs permettent en effet de soutenir les entreprises de production dans leurs projets de développement. Les sommes peuvent monter jusqu'à 800 000 euros en fonction du volume des investissements programmés.

► Dispositif Territoire d'industrie

Six entreprises ont été lauréates du dispositif «Territoire d'industrie» qui vise au développement industriel de leurs unités : Ogeu (Ogeu-les-Bains); Aguila (Bidart); Fromagerie du Pays d'Aramits (Aramits); Etche Sécurité (Viodos); Fébus Optics (Pau) et Laboratoire Aquitaine (Arzacq).

► Projet de relocalisation

Six autres sont aidées pour des projets de relocalisation : Comgraf (Lacq) qui porte le projet de la nouvelle usine Alpha Chitin (lire aussi en page 33); Technoflex (Bidart); Novveal (Mourenx) qui va relocaliser une production de colorants capillaires; Lynxter



A Aramits, la fromagerie va investir 1,7 million pour se moderniser et créer une nouvelle cave d'affinage. Elle aura une aide de l'État de 500 000 euros. © G.B

(Bayonne); Novasep (Mourenx) pour son projet de modernisation de son unité de fabrication de principes actifs pharmaceutiques; et enfin le consortium Reefine (Lons/Oloron).

► Fonds aéronautique

Sept entreprises ont bénéficié du fonds de modernisation pour l'aéronautique. Il s'agit de Ventana (Narcastet/Arudy); Aéroprotec (Pau);

Lauak (Hasparren); ST Aero (Bayonne); Exameca (Serres-Castet); Spi Aéro (Mauléon); et Axyal (Sauvagnon).

► Fonds automobile

Enfin, une entreprise est soutenue par le fonds de modernisation pour le secteur automobile : il s'agit de Poral (Oloron), qui a repris l'usine Sintertech, et qui prévoit d'investir dans la modernisation de ses usines.

L'Etat va rénover 41 de ses bâtiments publics



L'université va bénéficier des fonds de l'État pour ses projets de rénovation. © JPG

10,76 millions d'euros, c'est l'enveloppe que le gouvernement va débiter pour la rénovation de 41 de ses bâtiments en Pyrénées-Atlantiques. À noter que la somme s'élève à 220 millions d'euros pour l'ensemble de la région et 2,7 milliards pour toute la France.

Ces sommes doivent notamment servir à la rénovation énergétique de bâtiments et bureaux qui accusent souvent plusieurs dizaines d'années au compteur. Il s'agit à la fois de soutenir la filière du BTP et de rendre moins énergivore le patrimoine bâti de l'État. En Pyrénées-Atlantiques, l'enseignement supérieur se taille la part du lion avec 50 % de l'enveloppe. L'Université de Pau et

des pays de l'Adour récupérera ainsi près de 3,5 millions d'euros pour la rénovation de ses bâtiments des campus de Pau mais aussi Bayonne et Anglet. Le CROUS, lui, aura droit à 1,6 million d'euros pour la réhabilitation du restaurant universitaire de Pau et la cafeteria Cap-sud.

Les locaux de la gendarmerie à Pau et à Bayonne, les locaux de la police nationale à Pau et Bayonne, la douane d'Oloron, l'antenne du rectorat à Bayonne, les locaux de la direction départementale des territoires et de la mer à Pau et ceux de la direction départementale des finances publiques à Orthez sont également sur la liste des bâtiments qui seront rénovés.

V O L V O

REDÉCOUVREZ LA LIBERTÉ

LA LOCATION SANS ENGAGEMENT
SUR TOUTE LA GAMME

Profitez d'une offre qui s'adapte à tous vos besoins : qu'il s'agisse d'un SUV, d'un Break ou d'une Berline, restituez votre véhicule sans contrainte au bout de 6 mois, ou continuez à profiter de votre Volvo en toute liberté⁽¹⁾.

| XC40

| XC60

| XC90



Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

(1) Location avec option d'achat 36 mois avec 1er loyer majoré ou sans apport, sur la gamme Volvo neuve (hors XC40 et C40 électriques). Restitution possible à compter du 7e mois - avec paiement de frais de remise à l'état standard et du kilométrage excédentaire éventuel (prorata temporis du kilométrage contractuel), réservé aux particuliers dans le réseau participant, non cumulable avec d'autres offres en cours, jusqu'au 31/12/2021. Sous réserve d'acceptation par Volvo Car Finance, département de COFICA BAIL - RCS Paris 399 181 924. Détails sur www.volvocars.fr

Volvo gamme XC Recharge : Consommation en cycle mixte (L/100 km) WLTP : 1.1 - 2.3
CO2 rejeté (g/km) WLTP : 24-52. Valeur WLTP en cycle mixte en cours d'homologation auprès de l'administration française.

VOLVOCARS.FR

VOLVO Sipa Automobiles PAU

12 chemin des 3 Ponts 64230 LESCAR

Tél. : 05 59 14 30 31

www.volvocars-concessions.com/pau

Le Bassin de Lacq poursuit sa mutation

70 ans tout juste après la découverte du gisement de gaz, le Bassin de Lacq poursuit ses chantiers de mutation avec une orientation tracée en direction des énergies renouvelables, de la chimie verte et des nouveaux matériaux.

C'était il y a 70 ans déjà. En 1951, deux ans après le pétrole, le gaz était découvert à Lacq. Son exploitation allait changer le visage du Béarn. Sept décennies plus tard, le site abrite toujours des unités industrielles, et si l'exploitation du gaz existe encore, la production est uniquement destinée aux industriels des plateformes chimiques. L'heure est aujourd'hui à poursuivre la reconversion, entamée au mitan des années 70, avec de nombreux projets lancés. Revue de détail.

► De nouveaux bâtiments livrés pour les 10 ans de Chemstart'up

Chemstart'up, la structure de Chemparc dédiée à l'accueil de jeunes entreprises innovantes, soufflera ses 10 bougies en début d'année prochaine. «Pour l'occasion, nous allons faire en février une grande fête à la salle des fêtes de Lacq», confie le président de Chemparc Pierre Nerguararian et le directeur général Patrice Bernos.

Il est vrai qu'une décennie après la construction du pre-

mier bâtiment, les deux hommes peuvent avoir le sourire. «Aujourd'hui, nous avons trois bâtiments en construction pour une superficie de 4 000 m² supplémentaires. Le premier à être livré sera celui de M2i en avril/mai. Les deux autres seront pour Canoé et Arkema.»

Grâce à ce nouveau bâtiment, les équipes de M2i, spécialisée dans la protection des plantes avec des solutions à base de phéromones, pourront développer leur production depuis le Béarn. L'entreprise va recruter 10 personnes supplémentaires et faire monter ses effectifs à 30. «En 2022, Chemstart'up représentera donc 10 000 m² ainsi que 85 personnes», se félicite-t-on chez Chemparc.

Ce développement illustre l'orientation prise en direction de la chimie verte. Une tendance qui doit aller en s'accroissant. Chemparc s'intéresse ainsi au vaste bâtiment de MEAC, au cœur de la plateforme de Pardies, qui a arrêté sa production courant 2021 et où ne restaient que six salariés. Objectif : imaginer là une structure dédiée aux entreprises du biocontrôle, c'est à dire à la filière de la protection naturelle des végétaux.

► Des investissements industriels dans les tuyaux

Pour le reste, si c'est bien parti pour Alpha Chitin (lire ci-contre), rien de précis ne se dessine encore pour venir renforcer le tissu productif de la plateforme Induslacq, aux côtés de Toray, Bioenergie Sud-Ouest et Arkema. Et si des contacts existent avec une entreprise de recyclage d'aimants, qui pourrait investir en Béarn, rien n'a encore été décidé et le tour de table est en cours d'élaboration. Sachant que le fait qu'Induslacq bénéficie du label de l'Etat «clés en mains» offre au site, en cours de dépollution, un argument supplémentaire pour séduire les investisseurs.

Cela bouge un peu plus du côté de Mourenx, sur la plateforme Chem'pôle 64. Deux projets ont été retenus par l'Etat et le plan France Relance, dans le



La plateforme Induslacq de Lacq est en cours de dépollution pour accueillir de

cadre d'aides à la relocalisation. Novasep va ainsi investir 6 millions d'euros au sein de son usine. Le groupe prévoit d'installer de nouveaux équipements et réaménager des salles blanches pour l'isolement de principes actifs pharmaceutiques. Sept emplois seront créés. De son côté, Novéal (groupe L'Oréal) va engager des développements pour la production de colorants capillaires.

Rappelons enfin que non loin, à Os-Marsillon, le groupe Gazel, qui a repris les actifs français de E.On, est toujours propriétaire de 14 hectares et réfléchit à des projets.

► Pardies, le site des renouvelables

A Pardies, jadis bastion des chimistes Péchiney ou de Rhône Poulenc, c'est un site majoritairement consacré à la production d'énergies renouvelables qui prend forme. TotalEnergies a ainsi déjà mis en service ses premières centrales solaires. Le groupe, qui a repris la branche biogaz de Fonroche, devrait par ailleurs mettre en service sa centrale de méthani-

sation, actuellement en chantier, d'ici un an.

Côté hydrogène, plusieurs chantiers sont sur le feu. On retrouve ainsi Gazel, investi avec le producteur DH2 et les spécialistes des réseaux que sont Teréga et Enagas dans le projet Lacq Hydrogen. Pierre Nerguararian annonce aussi un nouveau projet : «Un projet Pyrénées Hydrogène a été déposé auprès de l'Ademe le 14 septembre dernier pour une électrolyse. Ce serait Air Liquide qui porterait le projet avec une destination liée à la mobilité». Quant à la friche Yara, elle intéresse également un porteur de projet qui serait prêt à reprendre le site de 44 hectares pour de l'hydrogène.

Enfin, le projet Pavillon vert de Suez, qui vise à produire de l'électricité à partir de déchets ultimes, pourrait enfin connaître une avancée en 2022.

DES INVESTISSEMENTS SONT ANNONCÉS, AUSSI BIEN DANS LA CHIMIE QUE DANS LES RENOUVELABLES.



Un nouveau PDG pour la Sobegi

Après trois ans à la présidence de Sobegi, Philippe Canin, qui part au sein de la raffinerie Feyzin près de Lyon, a passé la main en octobre à Frédéric Pavard. Vieux routier du groupe Total, ce dernier va donc présider la filiale de TotalEnergies qui opère les plateformes de Lacq (Induslacq) et Mourenx (Chem'pôle64). Pour Sobegi, qui emploie 238 personnes et fournit les industriels en services et utilités, les défis restent nombreux : à savoir conforter son modèle économique, travailler à l'attractivité de ses plateformes pour séduire de nouveaux investisseurs, mais aussi poursuivre ses efforts en matière de sécurité et d'acceptabilité pour les riverains.



MANTA SPIRIT

AGENCE DE COMMUNICATION



Envie de pimenter vos campagnes ?

Depuis sa création en 2008, **MANTA SPIRIT** met les bouchées doubles pour concocter les meilleures recettes qui feront frémir vos papilles.

Un savant mélange de créativité et d'analyses bien assaisonnées, saupoudré d'une parfaite connaissance des cibles et des secteurs à cuisiner, le tout relevé d'une expertise pleine de goût pour un retour sur investissement qui met l'eau à la bouche.

Laissez mijoter le tout à feu doux, ajoutez une pincée de fun et vous obtiendrez le parfait dosage pour épicer vos campagnes publicitaires !

Des experts qui ne manquent pas de piquant !

STRATÉGIE DE COMMUNICATION	CONSULTING MANAGEMENT
STRATÉGIE DES MOYENS	EVENT
DIRECTION ARTISTIQUE	AGENCY
DIGITAL	NEW BUSINESS

Les promesses d'Alpha Chitin

La société a posé à la rentrée la première pierre de son usine sur le Bassin de Lacq.

La première pierre d'une usine, cela fait quelque temps qu'on n'avait pas connu un événement de la sorte sur le bassin industriel de Lacq.

A la rentrée, la jeune société Alpha Chitin a débuté le chantier de son unité de production, sur un terrain situé juste devant la plateforme Indust-lacq. En investissant 14 millions d'euros, Alpha Chitin entend répondre à la demande des industriels et des sociétés biotechs en leur fournissant de la chitine et du chitosane.

Ce produit à haute valeur ajoutée est obtenu par extraction de chitine sur des carapaces de crevettes. Il est très recherché, avec des applications aussi bien dans le secteur du médical, des cosmétiques, de l'environnement ou de l'industrie, avec une demande en forte augmentation. Le marché de la chitine est détenu aujourd'hui à 90% par les entreprises chinoises. Le but d'Alpha Chitin est donc de devenir un producteur de référence en Europe.

Production à l'été 2022

En Béarn, les premiers bâtiments seront livrés en mars 2022 et, après la réception des



La première pierre de l'usine Alpha Chitin a été posée en octobre. © ASCENCION TORRENT

machines et une série de tests, la production pourrait débuter en juillet 2022. Une vingtaine de personnes devraient alors travailler sur place.

L'unité industrielle s'étendra sur 1,2 hectare et comprendra un bâtiment pour le grossissement des larves et la production de mycélium, un bâtiment d'extraction et de purification, un laboratoire de recherche et développement ainsi que des bureaux.

L'usine se veut aussi exemplaire en matière environnementale. La société dispose ainsi de sa propre serre d'éle-

vage et a mis en place des circuits courts d'approvisionnement pour nourrir des larves et des champignons.

Leur régime est constitué de produits disponibles dans un rayon de 20 kilomètres autour de l'usine. Les déchets seront de plus valorisés.

Objectif 150 emplois

Le but des dirigeants d'Alpha Chitin est de développer rapidement l'usine et de monter en puissance pour atteindre, dès 2024, une production comprise entre 1 000 et 1 500 tonnes. Et viser l'emploi de 150 salariés.



nouveaux industriels. © MARC ZIRNHELD

Le BON SENS, c'est d'en DONNER...

REJOIGNEZ NOUS

A Pau
Maison du BTP
2, allée Catherine de Bourbon
CS 37514 - 64075 PAU Cedex
05.59.84.85.00

A Bayonne
CCI
1, rue de donzac - Bureau 210
64100 BAYONNE
05.59.59.17.60

71911880-ext-04



Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics
des Pyrénées-Atlantiques

www.d64.ffbatiment.fr



L'association des DRH : « Il faut être extrêmement rapide en tant que recruteur »

Florence Echenay, co-présidente de l'association des DRH des Pays de l'Adour, évoque les difficultés actuelles des recruteurs en cette période de reprise, particulièrement dans l'industrie.

Comment se porte le marché de l'emploi dans le 64 ?

Le chômage a baissé dans notre département et, nous, en tant que recruteurs, nous rencontrons beaucoup de problèmes de recrutement.

Dans quels secteurs ?

Dans l'industrie, toujours. Les besoins se renforcent avec la reprise du marché. On a beaucoup de difficultés à recruter sur les formations techniques et, quand je dis « techniques », je ne parle pas uniquement des bacs + 5 mais surtout des bacs + 2.

D'autres secteurs sont-ils en tension ?

Oui, l'hôtellerie puis l'agriculture et l'agroalimentaire, notamment sur le recrutement des saisonniers. Aussi dans les services, au sein de la distribution, le BTP... C'est assez général.

Comment l'expliquez-vous ?

L'image de l'industrie n'est pas assez bonne. On a toujours ce problème d'attractivité et c'est bien dommage parce qu'il y a de réelles opportunités de carrières. Nous faisons beaucoup d'efforts pour aller vers les jeunes mais il y a probablement aussi un décalage entre l'offre et la demande.

Vous constatez de nouveaux comportements de la part des candidats...

Il existe en effet un phénomène qui se développe actuellement, constaté par beaucoup de nos adhérents : le ghosting. On donne rendez-vous à un candidat et il ne se présente même pas. Ou, quand vous l'appellez pour lui dire qu'il est retenu, il a disparu.

Il ne vous rappelle pas pour vous dire qu'il a trouvé un autre emploi. Il y a aussi des candidats qui sont embauchés et qui rompent leur contrat à la fin de leur période d'essai parce qu'ils ont trouvé ailleurs, car ils n'arrêtent pas leur processus de recherche d'emploi en parallèle... Il faut donc être extrêmement rapide en tant que recruteur.

Dans l'industrie, qu'est-ce qui pourrait rendre l'offre plus at-



Florence Echenay, co-présidente du bureau Pays de l'Adour de l'association nationale des DRH. © LAURENT PASCAL

tractive ?

Les entreprises descendent leur niveau d'exigence en embauchant un bac technique plutôt qu'un BTS ou un DUT, et elles sont prêtes à le former. Ce qui va différencier les candidats aujourd'hui, ce sont plutôt les compétences transverses comme le relationnel ou le comportemental.

Pour ceux qui, eux-mêmes, hésitent à postuler, je pense que c'est le moment, même s'il

ya une petite marche à franchir pour atteindre le niveau attendu parce que l'entreprise sera prête à investir.

Cette période est donc compliquée pour les recruteurs ?

Oui, c'est difficile et c'est peut-être le moment pour nous aussi de faire évoluer nos pratiques de recrutement, en étant plus rapides dans nos processus de décision et peut-être plus attractifs. Pas néces-



130 adhérents

L'association des DRH Pays de l'Adour compte 130 adhérents répartis sur le Béarn, le Pays Basque et le sud des Landes. Elle rassemble pour 70% des membres de la fonction RH actifs entreprises ou collectivités, et pour 30% des experts du monde RH.

sairement sur les salaires puisque, dans le technique, ils sont souvent déjà attractifs, même avec un bac ou un bac + 2. Mais en expliquant mieux le monde de l'entreprise, nos relations de travail, nos engagements sociétaux, la possibilité d'évoluer...

Et l'emploi des seniors ?

Aujourd'hui, un employeur cherche à recruter quel que soit l'âge. Il y a des opportunités de reconversion pour se former et grandir dans l'entreprise.

C'est peut-être aussi l'occasion de féminiser nos emplois techniques en levant des freins issus parfois de la représentation qu'elles se font des métiers industriels et techniques.

TOUTS
MOBILISÉS POUR
L'EMPLOI PÔLE EMPLOI

Recruter
n'est pas
votre métier ?
Ça tombe bien,
on est là pour vous !

CONTACTEZ VOTRE CONSEILLER ENTREPRISE

Retrouvez tous nos services sur entreprise.pole-emploi.fr

PÔLE EMPLOI, ACCÉLÉRATEUR DE VOS RECRUTEMENTS



pôle emploi

Le nouveau président de la Chambre de métiers du 64 veut mieux accompagner les artisans

Jean-Bernard Viven, menuisier à Casteide-Candau, a été élu le 19 octobre président de la Chambre de métiers et de l'artisanat des Pyrénées-Atlantiques avec la liste Fiers d'être artisans.

«L'artisanat, c'est 250 métiers, des centaines de tâches... C'est l'indépendance, la création permanente. Vous allez chez trois coiffeurs, vous aurez trois coupes différentes, et pourtant elles pourront chacune vous plaire. Être artisan, c'est faire un métier de liberté.»

Jean-Bernard Viven, 61 ans et menuisier à Casteide-Candau, entre Arthez-de-Béarn et Arzacq, a été élu le 19 octobre dernier président de la Chambre de métiers et de l'artisanat des Pyrénées-Atlantiques (CMA64).

Face au sortant

Il menait la liste Fiers d'être artisans, arrivée en tête (16 élus contre 9) devant La Voix des artisans de Gérard Gomez, la liste sortante qui est, elle, arrivée en tête au niveau régional. C'est la première fois qu'une liste concurrente s'impose au niveau local. Seuls 11% des 19 000



Jean-Bernard Viven a pris récemment ses fonctions à la présidence de la Chambre de métiers. © LILY SÉGOT

inscrits ont voté pour élire leurs représentants, et Jean-Bernard Viven espère pouvoir lutter contre cette désaffection.

Renouer le contact

«Je veux mettre les élus au cœur de l'action de la Chambre, aller à la rencontre des artisans, travailler avec eux. Pendant la campagne, on a tracté sur le terrain et, à chaque fois, on se rendait compte que les gens n'a-

vaient aucun contact avec la Chambre, parfois depuis leur inscription en s'installant, depuis 10 ou 12 ans...»

Il dit vouloir «ouvrir des portes». «Il faut faire connaître la beauté de nos métiers, montrer aux jeunes qu'on n'est pas des voies de garage, mais des voies d'excellence.»

Nouvelles mesures

Parmi les mesures qu'il sou-

haite mettre en œuvre, l'élargissement de l'accueil téléphonique pour des horaires adaptés aux besoins des artisans (entendez, après 17 heures, voire le samedi matin), un «bus de l'artisanat» pour promouvoir les métiers, ou encore une application mobile CMA64 pour faciliter les démarches. La valorisation des apprentis est également au cœur de son programme. De quoi vouloir

mettre en avant les filières menant à l'artisanat et encourager les jeunes à emprunter cette voie. In fine, la nouvelle équipe souhaite que les artisans aient le réflexe de se tourner vers la CMA64 quand ils ont une interrogation. Ceci afin de créer un climat de confiance qui redonne à l'organisme sa fonction première de «maison des artisans.»

«Un artisan a souvent la tête dans le guidon», justifie-t-il. Il s'agit donc de les accompagner tout au long du développement de leur entreprise, de la naissance de la structure à la cession. Des commissions seront également mises en place afin de faire remonter les problèmes constatés sur le terrain et trouver des solutions. Pour le nouveau président, il y a également un travail important autour de la transmission.

Une Basque vice-présidente

A noter qu'Isabelle Elisabellar, qui dirige une entreprise de maçonnerie à Itxassou, est la deuxième sur la liste gagnante. Une liste qui «maille l'ensemble du territoire des Pyrénées-Atlantiques et l'ensemble des métiers, parce qu'on n'a pas les mêmes soucis à Mazerolles, à Mauléon ou à Cambou», selon le nouveau président.

PUBLICITÉ

AT Connect, l'opérateur local de téléphonie pour les pros

Riche de près de trente ans d'expérience, AT Connect est aujourd'hui le leader local de solutions de téléphonie pour les entreprises et les collectivités sur le Sud-Aquitain. En offrant une solution globale en téléphonie fixe, mobile et Internet et de nombreux services de proximité, AT Connect accompagne les professionnels dans leur transformation digitale.

La crise du Covid et ses conséquences ont mis en lumière la nécessité pour les entreprises d'engager leur transformation numérique. Un enjeu dans lequel le choix du prestataire est primordial. Présent depuis près de trente ans dans le Sud-Aquitain, AT Connect est une alternative aux grands opérateurs.



Ses atouts ? Offrir des solutions innovantes de téléphonie Voip fixe, mobile, Internet en haut débit, administration de réseau, data et cloud, la proximité et le service en plus. En effet, AT Connect se distingue par une relation privilégiée avec ses clients. Oubliées les attentes interminables sur des hot lines impersonnelles, les facturations à tiroir et les interlocuteurs différents. Chez AT Connect, les professionnels sont suivis par un interlocuteur unique pour tous leurs projets de téléphonie.

Le SAV, joignable sur un numéro local, intervient rapidement et n'hésite pas à envoyer sur place les techniciens d'AT Connect si besoin. « Notre objectif est avant tout d'offrir des services utiles aux entreprises », confirme Romain Miremont, le dirigeant d'AT Connect. Pour

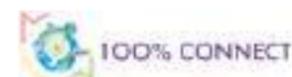
cela, l'entreprise s'appuie sur les compétences de 22 collaborateurs et recrute régulièrement de jeunes diplômés, essentiellement de l'IUT de Mont-de-Marsan, pour étoffer ses équipes.

FRAIS DE MISE EN SERVICE OFFERTS

Avec 1900 comptes actifs, aussi bien des PME que des entreprises comme Europcar ou des associations comme l'ADAPEI des Landes, AT Connect se positionne comme le leader local des solutions de téléphonie et de réseau. Alors que les professionnels seront dans l'obligation courant 2022 d'adopter des solutions de téléphonie sur IP, suite à la fin des réseaux RCT, AT Connect accompagne depuis trois ans de nombreuses entreprises dans cette migration. « Nous avons développé une offre tout en un qui

associe la téléphonie Internet avec visioconférences, la gestion multi-sites, les statistiques d'appel et la gestion de toute la téléphonie et de l'informatique sur le cloud. Notre solution permet aussi de répondre aux besoins de télétravail, qui ne cesse de se développer depuis la crise du Covid. »

Pour aider les entreprises à franchir cette nécessaire étape, AT Connect offre jusqu'au 15 décembre les frais de mise en service et d'installation IP. Bon à savoir, l'opérateur assure aussi la récupération de l'ancien matériel au profit d'associations humanitaires. Raison de plus pour engager sa transformation numérique avec un partenaire qui conjugue expertise, engagement et proximité.



AT CONNECT

MONT-DE-MARSAN
201, rue du Pouy
40 280 Saint-Pierre-du-Mont
05 58 85 27 27

ANGLLET
4, route de Pitoys
64600 Anglet
05 59 31 44 31

www.solutionsconnect.fr

Au Medef Béarn et Soule, on se réjouit d'avoir retrouvé «un niveau d'activité similaire à 2019»

Le président du Medef Béarn et Soule, Jean-Marc Roy, a dressé un état des lieux de l'activité locale lors de la récente assemblée générale du mouvement à l'hippodrome de Pau.

L'assemblée générale du Medef Béarn et Soule avait lieu le lundi 4 octobre, à l'hippodrome de Pau. L'occasion de renouveler le bureau et le président, Jean-Marc Roy. L'occasion, aussi, de se pencher sur la reprise qui se fait jour.

C'est l'assemblée générale du Medef, on renouvelle le bureau et votre présidence ?

Oui, on renouvelle pour trois ans le conseil d'administration et le président. Je rempile pour mon troisième et dernier mandat.

Pourquoi continuer ?

Le travail n'est pas fini. On sort de dix-huit mois particuliers où on n'a pas pu mener à bout tout ce qu'on a voulu faire. Il y a beaucoup d'accompagnement à faire auprès de nos adhérents en pleine mutation. Il faut monter des outils, organiser des réunions, des manifestations.

La CCI propose aussi de nombreux outils...

On est complémentaires. Il y a une partie de la représentativité patronale qui est remplie par le Medef : les mandataires, le tribunal de commerce, les Prud'hommes...

Comment vont les entreprises béarnaises ?

Les indicateurs sont au vert quasiment partout, avec le bémol que tout le monde connaît : hôtellerie, restauration, salles de sport, tourisme, événementiel souffrent encore et doivent encore recevoir des aides. Dans les autres secteurs, on a retrouvé des niveaux d'activité similaires à 2019.

Mieux que prévu finalement...

Oui, le pire n'est jamais certain. Tout ce qu'on nous avait prévu de sombre n'est pas forcément arrivé. On s'en est sorti plus vite que prévu. Par contre, on a deux sérieux problèmes : l'approvisionnement en matières premières, qui ne touche plus seulement le bâtiment et l'électronique, mais tous les secteurs. Cela pose problème, on espère que ce n'est que conjoncturel. En revanche, le second problème est beaucoup plus structurel : c'est celui de la main d'oeuvre.



Jean-Marc Roy constate qu'il y a bien une reprise. © ARCHIVES QUENTIN TOP.

Vous avez invité l'économiste Laurent Davezies, spécialiste des territoires. Pourquoi ?

Notre idée, c'est de rester optimiste dans un climat un peu trop décliniste, notamment dans nos régions où les gens se sentent parfois éloignés et abandonnés. On voit que ce n'est pas si vrai.

L'aéronautique a beaucoup souffert ici. Comment va le

secteur ?

Effectivement, il n'a pas encore retrouvé le niveau de 2019 et il faudra attendre 2022-2023, mais les carnets de commandes recommencent à se noircir. Si bien qu'ils sont aussi concernés par les pénuries de matières, notamment dans les composants électroniques.

Cette pénurie, c'est le principal facteur d'inquiétude ?



350 entreprises adhérentes

Le MEDEF Béarn et Soule compte plus de 350 entreprises adhérentes directes, de toutes tailles et de tous secteurs d'activité. Il est financé à 100 % par leurs cotisations. En y ajoutant les adhésions indirectes par l'intermédiaire de leur branche professionnelle, le nombre total avoisine les 2 000 entreprises. 75 % d'entre elles comptent moins de 20 salariés.

C'est la plus grande crainte, et ça ne va pas se résoudre comme ça. J'espère qu'on en tirera des leçons pour l'avenir en essayant de limiter au maximum notre dépendance. Il faudra sortir de la politique low cost. On ne peut pas essayer de relocaliser et acheter français si on va toujours au moins-disant. C'est un problème général qui est lié au pouvoir d'achat en général.

Comment augmenter le pouvoir d'achat ?

Je ne vois qu'une solution, c'est augmenter le salaire net. Et pour augmenter le salaire net, sans que cela pèse sur les entreprises, il faut baisser les taux de cotisations qui sont supérieurs aux autres taux européens.

PRO



Mutuelle
PréviFrance

EN CE MOMENT

3 jusqu'à
3 mois
offerts*

0 800 31 0800

Service & appel
gratuits

DEVIS IMMÉDIAT SUR PREVIFRANCE.FR

MyVetPro, la victoire au rebond

Spécialiste de la location et du marquage de vêtements de travail, MyVetPro, branche textile de Facylities Multi Services, une entreprise landaise adaptée, a mis à profit la crise sanitaire pour repenser son activité. Et se lancer, avec succès, dans une nouvelle aventure : la confection.



De gauche à droite : Fabrice Abadia (cofondateur de FMS) ; Frédéric Ureta (chef de pôle vêtements de travail-blanchisserie) ; Mélanie Festor (cheffe de pôle confection et sérigraphie) ; Pierre Sorçaburu (directeur du service MVP) ; Jérôme Durand (responsable commercial).



Atelier confection textile : exemple avec un masque.

Dire de MyVetPro qu'elle est une petite structure qui ne connaît pas la crise ne serait pas totalement exact. MVP est, avant tout et surtout, une petite structure qui est brillamment parvenue à s'y adapter. Spécialisée dans l'entretien et le marquage des vêtements de travail, cette branche textile de Facylities Multi Services (FMS), entreprise adaptée dont le siège social se trouve à Saint-Geours-de-Maremne, a, pour cela, choisi de mettre à profit la pandémie de Covid-19 pour se réinventer. « En mars 2020, notre vie, comme celle de notre entreprise, a basculé, se souvient Pierre Sorçaburu, le responsable de MVP. Nous avons alors eu l'idée, avec 60 autres ateliers d'insertion ou adaptés comme le nôtre, de créer un groupement appelé « Résilience ». Notre but était de nous unir pour trouver des fournitures, des machines et être en mesure de répondre, ensemble, à la demande nationale de masques textiles. »

L'aventure démarre de manière confidentielle dans une petite salle des fêtes de Saint-Vincent-de-Tyrosse. Pierre Sorçaburu achète une dizaine de machines à coudre sur un site d'occasion et recrute 8 couturières. « Nous ne savions pas vraiment coudre à l'époque, s'amuse le manager de MVP. Nous étions seulement équipés pour réparer les vêtements de travail. Mais c'est parti comme ça et, rapidement, nous avons trouvé des machines professionnelles. Nous en avons acheté 10 puis 20 puis 50 et nous avons finalement construit un atelier de confection textile. » Très vite à l'étroit, la fine équipe se délocalise à Peyrehorade et s'installe dans un ancien supermarché acheté et réhabilité par FMS deux ans plus tôt. « Nous avons commencé à prendre un peu plus de place, se réjouit Pierre Sorçaburu. Nous qui occupions 41 m², nous sommes installés sur 2 000 m² avec non plus 5 mais 68 salariés. »

DURANT LA PANDÉMIE, NOS CLIENTS ONT DÉCOUVERT QUE NOUS SAVIONS COUDRE

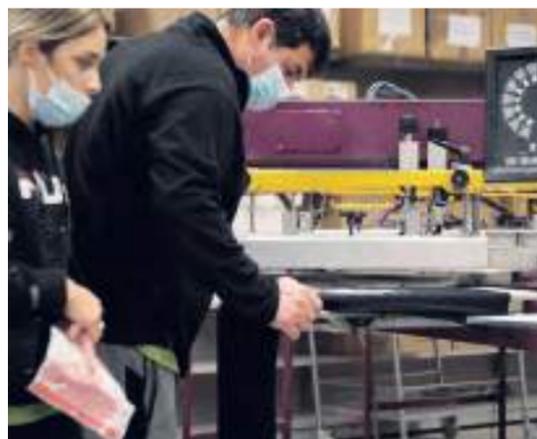
Une progression fulgurante pour un département d'activité inauguré, un peu par hasard, il y a tout juste dix ans. À l'époque, FMS est une toute jeune société. Créée par Cyril Gayssot et Fabrice Abadia en 2018, elle a pour particularité de s'appuyer sur une majorité de collaborateurs handicapés. Son cœur de métier : la logistique. Lorsqu'un beau jour, un de leurs clients, le Conseil départemental, leur demande de lui fournir des vête-

ments de travail, les deux associés et leurs employés relèvent le défi. MVP était né. « Nous nous sommes vite développés et nous avons proposé de la location-vente et de l'entretien de vêtements professionnels, reprend Pierre Sorçaburu. Nous avons trouvé des clients qui souhaitent que l'on assure des tournées, c'est-à-dire que nous allions chercher les vêtements chez eux pour les amener dans des blanchisseries partenaires. Par la suite, nous nous sommes procuré le matériel pour faire du marquage textile afin d'être en mesure d'en assurer la traçabilité. »

Partenaire d'Enedis à l'échelle de l'Aquitaine, MVP met son savoir-faire au service des Sitcom landaises, du Grand Dax, des entreprises du port de Bayonne... Avant que les associations et les collectivités locales ne viennent elles aussi frapper à sa porte. « Nous avons de quoi faire du marquage et du flocage et nous avons été sollicités pour faire du tee-shirt, poursuit Pierre Sorçaburu. Mais, avec la pandémie, il n'y a plus eu ni nettoyages ni marquages associatifs. » À l'arrêt, MVP mise sur son solide esprit d'initiative pour s'adapter. Et rebondir. « Durant cette période, nos clients ont découvert que nous savions coudre alors qu'à la base nous n'en n'avions pas les compétences. Quand l'activité a repris, ils nous ont demandé de leur faire des prototypes, des patrons. Nous nous sommes rendu compte que nous avons parmi nous des profils qui avaient cette expertise, il fallait juste leur donner des outils pour le faire. »

EN MOINS DE DEUX ANS, NOUS AVONS CRÉÉ 70 EMPLOIS, DONT UNE MAJORITÉ INCLUSIFS

Alors l'entreprise landaise décide une nouvelle fois d'investir et se lance dans la confection. Elle se procure des machines de sérigraphie, une machine de découpe industrielle, embauche une cheffe d'atelier, une cheffe de pôle, crée un bureau d'études, un showroom. Dans le même temps, une trentaine de couturières rejoignent, elles aussi, les rangs. Terminé, les masques,



Jean-Claude et Rita en production sérigraphie textile.



Échange avec une cliente sur notre bureau d'études confection.

l'atelier se met à produire des leashes, des bermudas, des maillots de sport, des blouses de pharmacie, et les commandes ne cessent d'affluer. « Cette année, nous avons réalisé 1 million d'euros de chiffre d'affaires, conclut fièrement Pierre Sorçaburu, avant d'ajouter : Mais notre priorité est ailleurs. En moins de deux ans, nous avons créé 70 emplois, dont une majorité inclusifs. Inclusifs, ce n'est pas que le handicap, nous avons également parmi nous une majorité de seniors. Toutes ces personnes, si nous ne leur avons pas tendu la main, n'auraient pas été embauchées. Notre ambition est de continuer à donner leur chance à ces gens souvent laissés sur le bord du chemin et de passer à 80-100 salariés l'année prochaine. »

Le petit atelier est devenue une industrie de confection, de sérigraphie et de découpe, avec des partenaires comme Rip Curl, Step Art ou Chipiron... « L'actuel partenariat sur l'Usine du futur avec la Région va nous permettre d'avoir une vision ambitieuse de l'usine de demain en France, de trouver les leviers permettant de concrétiser dès aujourd'hui et de les mettre en action avec tous les enjeux de la transformation. »



CONTACT

MyVetPro

431, rue du Château
40300 Peyrehorade

05 47 80 82 84

<https://www.myvetpro.fr/>

Une table-ronde sur le thème de l'emploi et de la reprise à retrouver sur les sites de nos journaux

L'an passé, le supplément « Pyrénées Eco » – édité par les quotidiens « La République des Pyrénées », « L'Eclair » et « Sud Ouest Béarn et Soule » – avait été consacré à la transition énergétique et accompagné d'une série de débats retransmis en ligne.

Cette année, pour ce numéro consacré à l'emploi et à la reprise économique, dont on espère qu'ils ne seront pas freinés par la cinquième vague de Covid, nous reconduisons ce dispositif.

Sur internet

Une table-ronde a ainsi été enregistrée dans nos locaux de la rue Despourrins et est à retrouver sur les sites internet de nos journaux : www.larepubliquedespyrenees.fr et www.sudouest.fr.

Derrière le micro, nous avons réuni de bons connaisseurs locaux du tissu économique et du marché de l'emploi, issus d'institutions que l'on retrouve également dans ces colonnes comme la fédération départementale du bâtiment ou le GIP Chemparc. Ils abordent notamment des thèmes comme les difficultés de recrutement que rencontrent actuellement les entreprises, les solutions mises en place mais aussi la santé économique du département.



La conférence organisée l'an passé sur le thème de la transition énergétique. Cette année, c'est l'emploi qui est au cœur des préoccupations des chefs d'entreprise.

© ARCHIVES MARC ZIRNHELD



FAISONS DU NEUF AVEC DU NEUF.

Pour accélérer la transition énergétique, EDF Pulse Croissance, **corporate venture*** et incubateur du groupe EDF, permet aux idées innovantes de se concrétiser plus vite. Cette année, 60 millions d'euros** sont investis pour donner vie à des projets de salariés et de start-up.

Devenons l'énergie qui change tout.

RCS PARIS 552 081 317

* Société de capital risque.

Rejoignez-nous sur [**edf.fr/pulse/croissance](https://www.edf.fr/pulse/croissance)

L'énergie est notre avenir, économisons-la !



PARTENAIRE
PARALYMPIQUE ET OLYMPIQUE



MUTUELLE OCIANE MATMUT
DES OFFRES SANTÉ
SUR-MESURE POUR VOUS
ET VOS SALARIÉS*

matmut.fr

* Document non contractuel à caractère publicitaire. L'ensemble des garanties s'applique dans les limites, plafonds et conditions définis au contrat. Conditions détaillées disponibles en agences et sur matmut.fr. L'intégralité des statuts de l'association Ociane Professionnels Indépendants, des statuts d'Ociane, de la Notice d'Information Ociane Santé Pro et des Conditions Générales Contrat collectif santé à adhésion obligatoire sont disponibles sur matmut.fr. Assureur de la garantie santé : Mutuelle Ociane - Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité. N° SIREN 434 243 085. Siège social : 35 rue Claude Bonnier 33054 Bordeaux Cedex. Matmut - Mutuelle assurance des travailleurs mutualistes - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des Assurances. Siège social : 66 rue de Sotteville 76100 Rouen. Affiche Ociane Santé Pro - 03/21 - Crédits photos : © Jacob Lund, jackfrog, goodluz, Krakenimages.com - Adobe Stock



**Mutuelle
Ociane Matmut**

Le **SDEPA** acteur
économique majeur
de la transition
énergétique
territoriale

au travers
du développement

des énergies
renouvelables

72008140-PV



**SYNDICAT D'ÉNERGIE
DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**
4 rue Jean Zay - PAU - 05 59 02 46 71
60 av. du Capitaine Resplandy - BAYONNE - 05 59 02 36 16
www.sdepa.fr

